



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 17 du 30 mai 2008*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 2 juin 2008

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	295
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>295</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>295</b>
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-118 en date du 28 avril 2008 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy .....	295
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-119 en date 28 avril 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM) du Nord-Est .....	295
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-120 en date du 28 avril 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine.....	296
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>296</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>296</b>
Service interministériel de défense et de protection civile .....	296
Examen du brevet national de moniteur de secourisme du 10 avril 2008 au CAFA 10 rue de Santifontaine - Nancy – Rectorat académie Nancy Metz.....	296
Examen du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique BNSSA du 15 mai 2008 à Nancy - Piscine universitaire "Les Océanauts", rue de Verdun .....	296
Examen du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique BNSSA du 23 mai 2008 à Nancy - Piscine universitaire "Les Océanauts", rue de Verdun .....	297
Extrait de l'arrêté n° 7/2008/S.I.D.P.C. du 15 mai 2008 portant approbation du plan particulier d'intervention du dépôt de produits agropharmaceutiques exploité par la société SEVEAL au parc d'activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier à Ludres .....	297
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>297</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	297
Extrait de l'arrêté du 25 avril 2008 autorisant les agents et mandataires de la direction interdépartementale des routes - Est à occuper temporairement des terrains pour procéder à des travaux conséquents à la mise à deux fois deux voies de la RN59 entre St-Clément et Azerailles sur le territoire de la commune de Chenevières.....	297
Extrait de l'arrêté du 2 mai 2008 autorisant les agents et mandataires de RTE EDF Transport SA à pénétrer dans les propriétés privées sises sur le ban des communes de Haucourt-Moulaine, Hussigny-Godbrange et Villers-la-Montagne pour procéder aux études et opérations de piquetage topographiques nécessaires à l'étude du projet de sécurisation du réseau électrique de SOTEL pour l'alimentation des usines ARBED .....	297
Extrait de l'arrêté du 2 mai 2008 relatif à l'établissement des servitudes de passage, d'appui, d'ébranchage et d'abattage pour la réalisation de la restructuration de transport de gaz naturel dans le secteur d'Einvillle-au-Jard.....	298
Extrait de l'arrêté du 9 mai 2008 relatif à l'établissement des servitudes d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage sur le territoire des communes de Champenoux et Moncel-sur-Seille pour la réalisation du renforcement de l'artère du Nord-Est, canalisations Erching - Obergailbach / Petit-Tenquin - Cerville .....	298
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières.....	298
Arrêté de délégation de signature du 28 mai 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics a Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim.....	298
Arrêté n° 08.BMSSE.43 du 29 mai 2008 accordant délégation de signature à Madame Hélène DURAND, attaché principal, chef du service des ressources humaines et des moyens .....	299
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>300</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	300
Arrêté interpréfectoral (Vosges/Meurthe-et-Moselle) du 20 mai 2008 autorisant le retrait des communes de Maconcourt, Pleuvezin et Soncourt, situées dans les Vosges, de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2009, et fixant les conditions de ce retrait .....	300
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	300
Extrait de l'arrêté du 28 avril 2008 fixant le nombre de sièges à pourvoir au sein du conseil d'administration du centre de gestion de Meurthe-et-Moselle.....	300
Extrait de l'arrêté du 6 mai 2008 portant constitution de la commission départementale du recensement et de dépouillement des votes pour l'élection du conseil d'administration du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale .....	300
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>301</b>
Extrait de l'arrêté du 26 mai 2008 autorisant la modification des articles 2 et 7 des statuts du syndicat du réseau câblé de vidéocommunication de la Pienne à la Crusnes, tête de réseau .....	301
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>301</b>
<b>DIRECTION INTERREGIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS DE METZ .....</b>	<b>301</b>
Arrêté du 6 mai 2008 portant subdélégation de signature pour les décisions relatives à la carte européenne de stationnement pour les personnes handicapées.....	301
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....</b>	<b>301</b>
Service actions et établissements de santé .....	301
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 81/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015 .....	301
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 82/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023 .....	301
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 83/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155 .....	301
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 84/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296 .....	302
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 85/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395 .....	302
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 86/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668 .....	302
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 87/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070 .....	302
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 88/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy , au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 096 .....	302
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 89/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104 .....	302
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 90/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138 .....	303
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 91/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286 .....	303

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 92/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072 .....	303
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 93/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur ( SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163 .....	303
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 94/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015 .....	303
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 95/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023 .....	303
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 96/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155 .....	304
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 97/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296 .....	304
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 98/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395 .....	304
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 99/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668 .....	304
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 100/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070 .....	304
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 101/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 096 .....	304
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 102/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104 .....	305
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 103/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138 .....	305
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 104/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286 .....	305
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 105/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072 .....	305
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 106/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur ( SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163 .....	305
Extrait de l'arrêté n° 9 du 14 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du SINCAL .....	305
Extrait de l'arrêté n° 11 du 21 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay Saint Christophe .....	306
Extrait de l'arrêté n° 21 du 27 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville .....	306
Extrait de l'arrêté n° 22 du 27 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson .....	307
Extrait de l'arrêté n° 23 du 15 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey .....	307
Extrait de l'arrêté n° 24 du 26 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de Nancy .....	308
Extrait de l'arrêté n° 27 du 27 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port .....	308
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>309</b>
Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008 -87 en date du 6 mai 2008 portant agrément d'un Centre de santé dentaire .....	309
Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008 -88 en date du 6 mai 2008 portant agrément d'un Centre de santé dentaire .....	309
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE LORRAINE .....</b>	<b>309</b>
Arrêté du 15 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement de lorraine, en application des dispositions de l'arrêté n° 08.BMSSE.30 du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 6 mai 2008 .....	309
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE .....</b>	<b>309</b>
Arrêté DRAC n° 2008.54.1 du 21 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine .....	309
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES - EST .....</b>	<b>309</b>
Secrétariat général - Cellule juridique .....	309
Arrêté n° 2008/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 9 mai 2008 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives .....	309
Division d'exploitation de Metz .....	311
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est -M-54-025 en date du 7 mai 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'inspection de l'ouvrage n° A311-020 sur la bretelle « queue de chat » .....	311
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est -M-54-028 en date du 21 mai 2008 (annule et remplace l'arrêté n° 027 du 16 mai 2008) portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose de fourreaux sur A.330 .....	312
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>313</b>
Arrêté du 26 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales .....	313
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>313</b>
Arrêté n° 168 du 15 mai 2008 portant subdélégation de signature .....	313
Service économie agricole et aménagement foncier .....	313
Extrait de l'arrêté n°08/167 du 15 mai 2008 relatif à la mise en œuvre de la prime herbagère agroenvironnementale 2 - campagne 2008 .....	313
Extrait de l'arrêté DDAF/SEAAF – 2008/176 du 29 mai 2008 portant modification de la composition de la commission départementale d'orientation agricole plénière .....	314
Extrait de l'arrêté DDAF/SEAAF – 2008/177 du 29 mai 2008 portant modification de la composition de la commission départementale d'orientation agricole, section « structure et économie des exploitations agricoles » .....	314
Extrait de l'arrêté DDAF/SEAAF – 2008/178 du 29 mai 2008 portant modification de la composition de la commission départementale d'orientation agricole, section « agriculture et territoire » .....	315
Extrait de l'arrêté DDAF/SEAAF – 2008/179 du 29 mai 2008 portant modification de la composition de la commission départementale « stage 6 mois » .....	315
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES .....</b>	<b>315</b>
Service santé et protection animales .....	315
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.056 du 20 mai 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Marie THIRIET, vétérinaire à Manoncourt-sur-Seille .....	315
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.057 du 20 mai 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Murielle VERBEKE, vétérinaire à Pange .....	315

<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>315</b>
Arrêté du 27 mai 2008 portant subdélégation de signature .....	316
Service de l'habitat.....	317
Extrait de l'arrêté n° 08010/SHA/DDE du 23 avril 2008 modifiant la composition du conseil d'administration de l'OPHLM de la Ville de Lunéville.....	317
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>317</b>
Extrait de la décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 30 avril 2008 au sens de l'article L 443-3-2 du code du travail .....	317
Décision du 19 mai 2008 relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	317
Décision on du 19 mai 2008 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail .....	317
Décision du 19 mai 2008 concernant l'affectation des contrôleurs du travail .....	317
Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim.....	318
Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim .....	318
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS .....</b>	<b>318</b>
Arrêté n° 08/994 du 19 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. le Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'Incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle .....	318
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES.....</b>	<b>319</b>
Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières .....	319
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE.....</b>	<b>319</b>
Arrêté du 22 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique.....	319
<b>DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>319</b>
Arrêté SUBDEL/01-2008 du 19 mai 2008 portant subdélégation de signature .....	319
<b>INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>320</b>
Arrêté du 22 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur d'académie, directeur des service départementaux de Meurthe-et-Moselle.....	320
<b>SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST .....</b>	<b>320</b>
Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale.....	320
Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie.....	320
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>321</b>
Arrêté du 26 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle .....	321
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>321</b>
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>321</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>321</b>
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé du 19 mai 2008 - filière infirmière .....	321
Avis de concours externe sur titres de cadre de santé du 19 mai 2008 - filière infirmière .....	322
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé du 19 mai 2008 - filière médico-technique .....	322
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....</b>	<b>322</b>
Avis de recrutement du 21 mai 2008 par inscription sur liste d'aptitude d'un adjoint administratif hospitalier de deuxième classe .....	322
<b>LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES</b>	
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	
<b>CABINET DU PREFET</b>	
Service interministériel de défense et de protection civile	
Circulaire du 28 avril 2008 relative aux demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle	
Circulaire du 30 mai 2008 relative au pavoisement des bâtiments et édifices publics	
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	
Circulaire du 2 mai 2008 relative au régime d'imposition des indemnités des titulaires de mandats locaux nouvellement élus ou réélus au cours de l'année 2008	
Circulaire du 5 mai 2008 relative à l'élection pour le renouvellement des membres du conseil d'administration des centres de gestion de la fonction publique territoriale	
Circulaire du 22 mai 2008 relative au calendrier des fêtes légales et autorisations d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions pour l'année 2008	
Circulaire du 22 mai 2008 relative au droit des fonctionnaires territoriaux à l'information sur leur retraite, l'organisation de la journée de solidarité et la revalorisation du seuil d'assujettissement à la contribution de solidarité	

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****Secrétariat général pour les affaires régionales**

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-118 en date du 28 avril 2008 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)  
Titulaires : M. BELLIVIER Thierry  
M. CICCOTELLI Sylvio  
Suppléants : M. RIGHETTI Fabien  
M. LECAILLON Laurent
2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)  
Titulaires : Mme ROBERT Marie-Louise née BAGARD  
M. MARTIN Jean-Paul  
Suppléants : M. DOLVECK Gérard  
M. ATTENONT Hubert
3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)  
Titulaires : M. FEUILLATRE Patrick  
M. GEORGES Raymond  
Suppléants : M. OUDIN Michel  
M. THIEBAUT Dominique
4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)  
Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick  
Suppléant : M. BUISSON Jacky
5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)  
Titulaire : M. TORNAMBE François  
Suppléant : M. BATALIC Jean

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)  
Titulaires : M. BELLOCCHIO Jean-Marie  
M. BERTRAND Michel  
M. ELLES Laurent  
M. HEUGUES Bernard  
Suppléants : Mlle FELLER Fanny  
M. NORIS Nicolas  
Mme RECEVEUR Stéphanie née KLEIN  
M. PERRIN Philippe
2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)  
Titulaires : M. VOINSON Dominique  
M. HEIT Stéphane  
Suppléants : M. MALHER Etienne  
M. BOONEN Jean
3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)  
Titulaires : M. GERARDIN Dominique  
M. HAMARD Michel  
Suppléants : M. MUSQUAR Yves  
M. POIREL André

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :

- Titulaires : M. COLNOT Francis  
M. MASSON Laurent  
Suppléants : M. OLAIZOLA Jean-Louis  
M. MERANGER Pierre

- En tant que personnes représentant des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et sur désignation :

1. de l'Association des Paralysés de France (APF)  
Titulaire : Mme COLMON Christine née BERTON  
Suppléant : M. BERRAUD Bernard
2. de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)  
Titulaire : M. NORO Frédéric  
Suppléant : M. BALBERDE Jean-Pierre
3. de l'Union Nationale des Associations des Professions Libérales (UNAPL)  
Titulaire : M. MICHEL Dominique  
Suppléant : M. DIDIER François
4. de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)  
Titulaire : M. FRESSE Marcel  
Suppléant : M. DUPRE Yves
5. de l'association AIDES, membre du Collectif inter associatif sur la santé (CISS)  
Titulaire : M. PERRIN Jean  
Suppléant : M. CHAMPAGNE Richard

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2008-70 du 25 mars 2008 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

Le préfet de la Région Lorraine,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-119 en date 28 avril 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECAM) du Nord-Est**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Sont nommés membres du conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)  
Titulaires : Mlle STEPHANN Ghislaine  
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)  
Mme DUMENIL Sabine née ETIENNE  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)  
Suppléants : Mme COUVAL Marie-Thérèse née CONRAUD  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)  
M. DECLERCQ Francis  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)  
Titulaires : M. MAZZIER Jean-Pierre  
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)  
Mme TAILLANDIER Elisabeth  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)  
Suppléants : M. FAIVRE Jean-Raymond  
(Conseiller de la CPAM de Metz)  
M. HARAUT Jacques  
(Conseiller de la CPAM de Haute-Marne)
3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)  
Titulaires : M. ZAGAR Patrice  
(Conseiller de la CPAM de Longwy)  
M. RAUCH Léon  
(Conseiller de la CPAM de Sarreguemines)  
Suppléants : M. RICHETON Christian  
(Conseiller de la CPAM d'Epinal)  
M. DHOBIE Jean-Pierre  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)  
Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)  
Suppléant : Mlle TYKOCZINSKY Caroline  
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)  
Titulaire : M. INGRET Bernard  
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)  
Suppléant : M. TORNAMBE François  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation de :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)  
Titulaires : M. BERTRAND Michel  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)  
M. COUR Jean-Louis  
(Conseiller de la CPAM de Thionville)  
Mlle DUBOIS Danielle  
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)  
M. STROHL Jean-Claude  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)  
Suppléants : Mme RECEVEUR Stéphanie  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)  
Mme FERON-GRENOUILLEAU Colette  
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)  
M. CASTELLO Jean-Pierre  
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)  
M. VILLEMIN Joël  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)  
Titulaires : M. SCHOSSELER Jean-Claude  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)  
M. MAHLER Etienne  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)  
Suppléants : M. FUCHS Sébastien  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)  
Mme HENRIOT Marie-Joséphine née PERRIN  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)  
Titulaires : M. PINELLI Pascal  
(Conseiller de la CPAM de Longwy)  
M. BACHELARD Georges  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)  
Suppléants : M. POIREL André  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)

M. VENCK Joël  
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)  
- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)  
Titulaires : M. MASSON Laurent  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)  
M. MARCHAL Aimé  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)  
Suppléants : M. ALBERT Marc  
(Conseiller de la CPAM de Metz)  
Mme PAILLA Paulette  
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2007-360 du 8 octobre 2007 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, les Préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Le préfet de la Région Lorraine,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-120 en date du 28 avril 2008 portant nomination des membres du Conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Sont nommés membres du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)  
Titulaires : Mme HILPERT Bernadette née MULLER (CPAM Sarreguemines)  
M. CICCOTELLI Sylvio (CPAM Nancy)  
Suppléants : M. TOMMASINI Michel (CPAM Epinal)  
M. MARTY André (CPAM Bar le Duc)
2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)  
Titulaires : M. ATTENONT Hubert (CPAM Nancy)  
Mme LEJEUNE Monique (CPAM Metz)  
Suppléants : Mme MARQUIS Bernadette née JOLY (CPAM Epinal)  
Mlle GILSON Nicole (CPAM Bar le Duc)
3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)  
Titulaires : Mlle CASANOVA Aline (CPAM Metz)  
M. FEUILLATRE Patrick (CPAM Nancy)  
M. GEORGES Raymond (CPAM Nancy)  
M. BRIAUX Yves (CPAM Bar le Duc)  
Suppléants : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)  
M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)
4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)  
Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)  
Suppléant : M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)
5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)  
Titulaire : M. ADAM Gérard (CPAM Thionville)  
Suppléant : M. DEGRATI Christian (CPAM Metz)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :  
Titulaires : M. CLEDAT Alain (CPAM Bar le Duc)  
M. COUR Jean-Louis (CPAM Thionville)  
M. HEUGUES Bernard (CPAM Nancy)  
M. STROHL Jean-Claude (CPAM Epinal)  
Suppléants : Mlle FELLER Fanny (CPAM Nancy)  
Mme FERON GRENOUILLEAU Colette (CPAM Bar le Duc)  
M. JOMARD Daniel (CPAM Epinal)  
M. SCHLEISS Bernard (CPAM Sarreguemines)
2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)  
Titulaires : M. VOINSON Dominique (CPAM Nancy)  
M. HEIT Stéphane (CPAM Nancy)  
Suppléants : M. VOIRIN Frédéric (CPAM Epinal)  
Mme PERGENT Martine née BARTHELEMY (CPAM Bar le Duc)
3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)  
Titulaires : M. MUSQUAR Yves (CPAM Nancy)  
M. POIREL André (CPAM Nancy)  
Suppléants : M. BOULENGER Guy (CPAM Nancy)  
M. HAMARD Michel (CPAM Nancy)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

- Titulaires : M. BARNAGAUD Gilles (CPAM Bar le Duc)  
M. MASSON Laurent (CPAM Nancy)  
Suppléants : M. WEIDMANN Robert (CPAM Metz)  
M. THIRIET Daniel (CPAM Epinal)

- En tant que représentants du régime d'Assurance Maladie des Travailleurs non Salariés non Agricoles :

- Titulaires : M. CENTONZE Salvatore  
M. THOMAS Christian

Suppléants : M. ESCHENBRUMER Daniel  
M. LAURENT Guy-Bernard

- En tant que représentants du régime Agricole d'Assurance Maladie :

Titulaires : M. DESALME Claude  
M. LEROY Patrick  
Suppléants : Mme BRODIER Renée  
M. GAUTROT Gilbert

- En tant que représentants du Régime Minier de Sécurité Sociale :

Titulaires : M. SAUER Roger  
M. MAGNO Emmanuel  
Suppléants : M. GROH Eric  
M. VALIN Léon

- En tant que représentants de l'Instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :

Titulaire : M. LORTHIOIS Daniel  
Suppléant : M. LAHMADI Mohamed

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2007- 424 du 12 novembre 2007 portant nomination des membres du Conseil de l'URCAM de LORRAINE est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

Le préfet de la Région Lorraine,  
Bernard NIQUET

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Cabinet du préfet**

*Service interministériel de défense et de protection civile*

**Examen du brevet national de moniteur de secourisme du 10 avril 2008 au CAFA 10 rue de Santfontaine - Nancy – Rectorat académie Nancy Metz**

**14 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

ABDELLACHE OUMEDDOUR	Alima	DOMBASLE-S/MEURTHE
AUGUSTE	Yoann	RUPT-SUR-MOSELLE
BILTHAUER	Hugues	GUESSLING
BUSCHE	Dany	MOMMENHEIM
CASTANIE	Cyril	MAIZIERES
GLIERE	Stephanie	SAVERNE
HOELLINGER	Sylvia	THIONVILLE
HOFFMANN	Yannick	HETTANGE GRANDE
LEPRUN	Rose Marie	NANCY
MANGINOT MOUCHI	Nora	VARANGEVILLE
PARAVANO	Bruno	BRIEY
RUNDSTADLER	Pierre Marie	NANCY
VITAUX	Daniel	TOMBLAINE
WARIN LOUATI	Khadija	DIEUE-SUR-MEUSE

**Examen du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique BNSSA du 15 mai 2008 à Nancy - Piscine universitaire "Les Océanistes", rue de Verdun**

**33 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

ANDRES	Joanna	WILLERWALD 57
BARADEL	Jean Patrick	SAINT DIE 88
BELTZ	Jean Charles	BAR LE DUC 55
BONNEAU	François	BOUCHEMAINE 49
DAIX	Jean Charles	HEILLECOURT 54
DEMANGE	Lise	CLEURIE 88
DEVILLE	Olivier	YUTZ 57
DIESCHBURG	Tom	VILLERS LES NANCY 54
DOLMAIRE	Floriane	DOMPIERRE 88
DUROC	Cyrille	PONT A MOUSSON 54
FERREIRA	Mélanie	THAON LES VOSGES 88
FLORENTIN	Clément	NEUFCHATEAU 88
FRASCHINI	David	LA BRESSE 88
GAEI	Benjamin	BERTRICHAMPS 54
GUERIN	Yoan	FOUG 54
HARRE	Melisande	CHAMPIGNEULLES 54
MARTIN	Hubert	TOUL 54
MESSAOUDI	Gommy	CHANTEHEUX 54
MESSAOUDI	Candy	CHANTEHEUX 54
MICHEL	Isabelle	ST ETIENNE DU ROUVRAY 76
MOHAMED	Amandine	ETAIN 55
NIVOIX	Julie	L'HOPITAL 57
NOWAKOWSKI	Stephanie	MESSEIN 54
OGORZALY	Cyndy	JARNY 54
PERRIN	Jeremy	HEILLECOURT 54
PHILIP	Paul	PAREY SS MONTFORT 88
PINHEIRO	Kevin	VERDUN 55
RAPENNE	Marion	REMIREMONT 88
RICCIARDELLA	Angelo	NANCY 54
ROBERT	Manon	PONT A MOUSSON 54
SUSPENE	Camille	LAXOU 54
TURON	Paul	NANCY 54
WUILLEMIN	Nicolas	VERDUN 55

**Examen du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique BNSSA du 23 mai 2008 à Nancy - Piscine universitaire "Les Océanauts", rue de Verdun**

**23 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

ANSTETT	Suzy	NEUFCHATEAU 88
BARBELIN	Charlotte	NANCY 54
CACERES	Juan	SAINT MAX 54
CALVIER	Laurent	CAEN 14
CLERC	Adeline	NANCY 54
DAVID	Pauline	NANCY 54
DE PAMPELONNE	Loys	NANCY 54
GINESTE	Benoit	BRIEY 54
GRAND	Marie Charlotte	ESSEY LES NANCY 54
HINSINGER	Thomas	VANDOEUVRE LES NANCY 54
LAURENT	Natacha	METZ 57
LE PRIEUR	May	NANCY 54
MATHIOT	Julien	MALZEVILLE 54
MATHIS	Cyrielle	SAINT AVOLD 57
MAZANIK	Katsiaryna	NANCY 54
MEDJANI	Kim	ESSEY LES NANCY 54
MIMAUD	Samuel	SAUSHEIM 68
PARACHINI	Anne Sophie	CUVRY 57
PENIN	Céline	SAULXURES LES NANCY 54
PINEL	Aymeric	NANCY 54
POIPIY	Luc	EPINAL 88
POPIEUL	Vanessa	VILLRS LES NANCY 54
SALZARD	Arnaud	ESSEY LES NANCY 54

**Extrait de l'arrêté n° 7/2008/S.I.D.P.C. du 15 mai 2008 portant approbation du plan particulier d'intervention du dépôt de produits agropharmaceutiques exploité par la société SEVEAL au parc d'activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier à Ludres**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Le plan particulier d'intervention du dépôt de produits agropharmaceutiques exploité par la société SEVEAL au parc d'activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier à Ludres, annexé au présent arrêté est approuvé et applicable immédiatement. Il s'intègre au dispositif O.R.S.E.C. départemental, dont il constitue un volet des dispositions spécifiques.

**Art. 2** : Ce plan sera révisé chaque fois que nécessaire et au moins tous les trois ans.

**Art. 3** : Les dispositions du plan s'appliquent exclusivement sur le territoire de la commune de Ludres. Le maire de cette commune doit élaborer un plan communal de sauvegarde, conformément aux dispositions du décret n° 2005-1156 susvisé.

**Art. 4** : Les modalités d'alerte des populations concernées sont définies dans le plan particulier d'intervention annexé au présent arrêté.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur du cabinet, le maire de la commune de Ludres, le directeur de la société SEVEAL, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, l'ensemble des services et organismes mentionnés dans la mise en œuvre du plan particulier d'intervention sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. En outre, un avis indiquant les lieux où le plan peut être consulté, ainsi que le territoire sur lequel s'appliquent les dispositions du plan, sera inséré dans la presse locale.

Nancy, le 15 mai 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Direction du développement durable et des politiques interministérielles**

**Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement**

**Extrait de l'arrêté du 25 avril 2008 autorisant les agents et mandataires de la direction interdépartementale des routes - Est à occuper temporairement des terrains pour procéder à des travaux conséquents à la mise à deux fois deux voies de la RN59 entre St-Clément et Azerailles sur le territoire de la commune de Chenevières**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Les agents et mandataires de la direction interdépartementale des routes Est, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à occuper temporairement des terrains en vue de travaux conséquents à la mise à deux fois deux voies de la RN 59 entre St Clément et Azerailles sur le territoire de la commune de Chenevières.

L'occupation de terrains situés sur la commune de Chenevières section ZD, au lieu-dit « A LA BEUVRIE », parcelles 28,29,30,32, conformément à l'état annexé au présent arrêté, ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.

**Art. 2** : Chacun des techniciens et agents chargés des travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

**Art. 3** : Le maire de la commune de Chenevières notifiera l'arrêté ainsi qu'une copie du plan parcellaire aux propriétaires des terrains ou à leur représentant.

**Art. 4** : Après l'accomplissement des formalités qui précèdent et à défaut de convention amiable le titulaire de la présente autorisation, fera aux propriétaires des terrains, préalablement à leur occupation, une notification par lettre recommandée, en indiquant le jour et l'heure où il compte se rendre sur

les lieux en vue de procéder contradictoirement à la constatation de l'état des lieux. Il en informera le maire de la commune.

La notification doit intervenir dix jours au moins avant la visite des lieux.

Le procès verbal de l'opération qui doit fournir les éléments nécessaires pour évaluer le dommage sera dressé en trois exemplaires destinés, l'un à être déposé à la mairie et les deux autres à être remis aux parties intéressées.

Si les parties sont d'accord, les travaux autorisés par le présent arrêté peuvent être commencés.

**Art. 5** : La présente autorisation est valable jusqu'au 15 novembre 2008 et sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'un début d'exécution dans un délai de six mois.

**Art. 6** : Elle pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 7** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 26 mars 2008 relatif à l'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées.

**Art. 8** : Le Secrétaire général de la préfecture, le Maire de la commune de Chenevières et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au Directeur régional de l'équipement-Lorraine.

Nancy, le 25 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,  
Jérôme NORMAND

*L'annexe est consultable à la préfecture.*

**Extrait de l'arrêté du 2 mai 2008 autorisant les agents et mandataires de RTE EDF Transport SA à pénétrer dans les propriétés privées sises sur le ban des communes de Haucourt-Moulaine, Hussigny-Godbrange et Villers-la-Montagne pour procéder aux études et opérations de piquetage topographiques nécessaires à l'étude du projet de sécurisation du réseau électrique de SOTEL pour l'alimentation des usines ARBED**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le caractère public que présentent les travaux projetés ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Le Directeur de RTE EDF Transport SA et les agents placés sous ses ordres, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder sur le territoire des communes de :

- Haucourt-Moulaine
- Hussigny-Godbrange
- Villers-la-Montagne

aux études et opérations topographiques nécessitées par le projet de sécurisation du réseau électrique de SOTEL pour l'alimentation des usines ARBED

- Ligne à 225 kV Moulaine Belval de Moulaine à Hussigny-Godbrange,

- Modification de la ligne à 63 kV Moulaine Errouville Auberives,

- Travaux connexes au poste de Moulaine,

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

**Art. 2** : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux, sera muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

**Art. 3** : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

**Art. 4** : Les maires, les services de police et de gendarmerie, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux. Ils prendront les mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

**Art. 5** : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires par le personnel chargé des études et travaux, seront à la charge de RTE EDF Transport SA ; à défaut d'entente amiable, elles seront fixées par le Tribunal Administratif.

Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

**Art. 6** : Le présent arrêté sera périmé de plein droit, s'il n'est suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Il sera publié et affiché immédiatement, aux frais de RTE EDF Transport SA, dans les communes désignées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus. Les maires des communes concernées adresseront à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

**Art. 7** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 8** : Le Secrétaire général de la préfecture, les Maires des communes de Haucourt-Moulaine, Hussigny-Godbrange et Villers-la-Montagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur de RTE EDF Transport SA – GIMR TSA 30007 54608 Villers-lès-Nancy, au directeur départemental de l'équipement, au directeur

régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, et au Colonel Commandant le groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 2 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 2 mai 2008 relatif à l'établissement des servitudes de passage, d'appui, d'ébranchage et d'abattage pour la réalisation de la restructuration de transport de gaz naturel dans le secteur d'Einvillle-au-Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'exécution des travaux n'entraînera pas d'inconvénient excessif eu égard à l'intérêt de l'opération,

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Est approuvé pour l'établissement des servitudes le projet de détail de l'implantation de la restructuration du réseau de transport de gaz naturel dans le secteur d'Einvillle-au-Jard sur le territoire des communes d'Einvillle-au-Jard et Raville-sur-Sanon tel qu'il a été présenté par GRTgaz, le 10 janvier 2008 et soumis à enquête.

Art. 2 : Les parcelles figurant sur les états parcellaires soumis à l'enquête et mentionnés en annexe du présent arrêté sont frappées des servitudes de passage, d'appui, d'ébranchage et d'abattage instituées par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906.

Art. 3 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes concernées.

Art. 4 : La fixation des indemnités de servitudes sera, à défaut d'accord amiable, effectuée par le juge de l'expropriation conformément aux dispositions de l'article 12, modifié de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie.

Art. 5 : GRTgaz procédera aux notifications de l'arrêté aux propriétaires, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 11 juin 1970.

Art. 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois qui suit sa notification.

Art. 7 : Le Secrétaire général de la Meurthe et Moselle, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, les Maires des communes d'Einvillle-au-Jard et Raville-sur-Sanon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Directeur de GRTgaz et au directeur départemental de l'équipement.

Nancy, le 2 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

Les annexes sont consultables à la préfecture, en mairies ou à la **DRIRE** de Metz.

**Extrait de l'arrêté du 9 mai 2008 relatif à l'établissement des servitudes d'appui, de passage, d'élargissement et d'abattage sur le territoire des communes de Champenoux et Moncel-sur-Seille pour la réalisation du renforcement de l'artère du Nord-Est, canalisations Erching - Obergailbach / Petit-Tenquin - Cerville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'exécution des travaux n'entraînera pas d'inconvénient excessif eu égard à l'intérêt de l'opération,

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Est approuvé, pour l'établissement des servitudes, le projet de détail de l'implantation de la réalisation du renforcement de l'artère du Nord Est sur le territoire des communes de Champenoux et Moncel-sur-Seille tel qu'il a été présenté par GRTgaz, le 20 février 2008 et soumis à l'enquête publique.

Art. 2 : Les parcelles figurant sur les états parcellaires soumis à l'enquête et mentionnées en annexe du présent arrêté sont frappées des servitudes de passage, d'appui, d'ébranchage et d'abattage instituées par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906.

Art. 3 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-mentionnées.

Art. 4 : La fixation des indemnités de servitudes sera, à défaut d'accord amiable, effectuée par le juge de l'expropriation conformément aux dispositions de l'article 12, modifié de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie.

Art. 5 : GRTgaz procédera aux notifications de l'arrêté aux propriétaires, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 11 juin 1970.

Art. 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 7 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, les Maires des communes de Champenoux et Moncel-sur-Seille, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur départemental de l'équipement et au directeur de GRTgaz.

Nancy, le 9 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

Les annexes sont consultables à la préfecture, en mairies ou à la **DRIRE** de Metz.

*Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières*

**Arrêté de délégation de signature du 28 mai 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 16 février 2008 portant nomination de Monsieur Claude ROQUE en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008 ;

VU le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture.

**ARRETE**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

Art. 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est accordée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur les budgets Économie, Industrie et Emploi (Code 36) et Travail, Relations sociales, Famille et solidarité (057) au titre des programmes suivants :

- Programme 102 (Chapitre 0102) Accès et retour à l'emploi
- Programme 103 (Chapitre 0103) Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- Programme 111 (Chapitre 0111) Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 155 (Chapitre 0155) Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

Art. 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Art. 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS**

Art. 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 €



pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

**Art. 7 :** Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

**Art. 8 :** Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**Art. 9 :** Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**Art. 10 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**Art. 11 :** Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence en ce qui concerne les besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques, de matériel informatique, de matériel de reprographie et de nettoyage des locaux.

**Art. 12 :** L'arrêté du 7 mai 2008 portant même objet est abrogé.

**Art. 13 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim, et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 mai 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Arrêté n° 08.BMSSE.43 du 29 mai 2008 accordant délégation de signature à Madame Hélène DURAND, attaché principal, chef du service des ressources humaines et des moyens**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

Vu la décision préfectorale du 11 décembre 2007 nommant Madame Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens à compter du 7 janvier 2008 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'arrêté préfectoral n° 07-BMSSE.136 du 28 décembre 2007 est abrogé.

**Art. 2 :** Délégation de signature est donnée à Madame Hélène DURAND, attaché principal, à l'effet de signer :

1) Bureau des ressources humaines et financières :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision ;

b) les actes et documents constituant une décision pour les attributions suivantes :

- la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives ;

- les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires ;

- le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité ;

- l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel ;

- la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération) ;

- le recrutement des agents contractuels occasionnels ;

- dans le domaine de la formation : les conventions de formation, convocations, devis ou commandes, visas obligatoires de l'animatrice de formation ;

c) les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures ;

d) les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de rémunération et de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau assure la responsabilité de gestion ;

e) le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de responsabilité) ;

f) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1.500 € ;

g) la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.

2) Service départemental d'action sociale :

- les actes et documents constituant une décision dans les matières suivantes :

. la gestion de l'action sociale du ministère de l'Intérieur (ordonnancement secondaire) ;

. le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale ;

. le logement des fonctionnaires.

3) Bureau de la modernisation :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

. le contrôle de gestion ;

. le contrôle de qualité ;

. la coordination, sous l'autorité du Secrétaire général, des différentes actions de modernisation de la préfecture ;

. l'organigramme de la préfecture et des sous-préfectures ;

. la gestion centrale du courrier ;

. l'archivage et la numérisation ;

. le recueil des actes administratifs.

- tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux dont le bureau de la modernisation assure la responsabilité de gestion.

- les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1 500 euros

4) Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :

. maintenance technique des installations ;

. entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts ;

. la reprographie ;

. la gestion et la maintenance du patrimoine immobilier (acquisitions, travaux, maintenance) ;

. les projets de restructuration immobilières pour la préfecture et les sous-préfectures ;

- tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.

- les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1 500 euros

5) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

. permanence des liaisons gouvernementales ;

. analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT) ;

. gestion technique des matériels et des réseaux ;

. assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels standard

- les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1 500 euros

**Art. 3 :** Délégation de signature est également donnée à Madame Hélène DURAND, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de l'ensemble des services placés sous son autorité.

**Art. 4 :** Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après :

Bureau des ressources humaines et financières :

- Madame Frédérique BELLO-LAPANNE, attachée, chef du bureau

- Monsieur Dimitri BOCQUET, attaché

- Mademoiselle Anne PIERRE, attachée

- Madame Marie-Françoise KLOUSE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle

pour le domaine de la formation :

- Madame Evelyne FREIDINGER, attachée

Service départemental d'action sociale :

- Monsieur Hervé Froment, secrétaire administratif de classe normale, chef du service

Bureau de la modernisation :

- Mademoiselle Jacqueline THOUVENIN, attachée principale, chef du bureau

Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- Madame Françoise REPOSEUR, attachée principale, chef du bureau

En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée à :

- Monsieur Denis LAPOINTE, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 700 €.

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- Monsieur Lionel THIEBAULT, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

**Art. 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène DURAND, délégation de signature est donnée à Madame Frédérique BELLO-LAPANNE, chef du bureau des ressources humaines et financières, à l'effet de signer les affaires visées aux articles 2 et 3 du présent arrêté à l'exception de l'article 2-5<sup>ème</sup>, et à Monsieur Lionel THIEBAULT, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 2 – 5<sup>ème</sup>.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Frédérique BELLO-LAPANNE, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Mademoiselle Anne PIERRE, adjointe au chef du BRHM, chargée du budget. A défaut, la délégation est, dans les mêmes conditions, donnée à Madame Françoise REPOSEUR, chef du bureau de la logistique et de l'immobilier.

**Art. 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lionel THIEBAULT, délégation de signature est donnée à Monsieur Pierre CAMAILLE, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 3.

**Art. 7 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux ministres,
  - 3°) aux parlementaires.
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5°) au président du conseil général,
  - 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy,
  - 7°) aux maires.

**Art. 8 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Le préfet,  
Hugues PARANT

#### **Direction des relations avec les collectivités locales**

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

**Arrêté interpréfectoral (Vosges/Meurthe-et-Moselle) du 20 mai 2008 autorisant le retrait des communes de Maconcourt, Pleuvezain et Soncourt, situées dans les Vosges, de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, et fixant les conditions de ce retrait**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet des Vosges

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5211-25-1 et L 5214-26,

VU l'arrêté interpréfectoral des 20 et 29 décembre 2000 autorisant la transformation du district de l'EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois en communauté de communes dénommée « EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois »,

VU l'arrêté interpréfectoral des 16 octobre et 17 décembre 2006 portant modification des statuts de la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois,

VU les délibérations des communes de Maconcourt (15 février 2002, 16 août 2002 et 7 décembre 2005), Pleuvezain (24 mai 2002, 29 août 2002, 7 décembre 2005) et de Soncourt (24 mai 2002, 5 septembre 2002, 9 décembre 2005) demandant leur retrait de la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois,

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois du 1<sup>er</sup> octobre 2002 refusant le retrait,

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois du 13 octobre 2005 décidant de laisser s'engager la procédure faisant intervenir la Commission Interdépartementale de Coopération Intercommunale (CICI) restreinte,

VU l'avis rendu le 14 mars 2006 par les Commissions Départementales de Coopération Intercommunale des Vosges et de Meurthe et Moselle, réunies en formation restreinte et interdépartementale, favorable à la sortie des communes de Maconcourt, Pleuvezain et Soncourt de la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de Neufchâteau, CONSIDERANT que les conditions prévues aux articles L 5212-33 et L 5211-26 du Code Général des Collectivités Territoriales sont réunies,

VU les réunions co-présidées par les Sous-Préfets de Neufchâteau et de Toul le 14 juin 2006 à la sous-préfecture de Neufchâteau et le 10 janvier 2007 à la sous-préfecture de Toul portant sur la recherche d'un accord amiable sur les conditions financières de sortie,

CONSIDERANT que les communes sortantes précitées et que la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois ne sont pas parvenues à un accord amiable sur les conditions financières de sortie, VU l'accord du Préfet de Meurthe et Moselle (courrier du 14 décembre 2007) sur la proposition d'arbitrage établie par le Préfet des Vosges (courrier du 18

juillet 2007), conformément aux dispositions du 2° de l'article L 5211-25-1 du CGCT,

VU la délibération du 13 février 2008 du conseil communautaire de la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois acceptant les conditions de retrait résultant de cet arbitrage,

VU les délibérations des communes de Maconcourt (18 février 2008), Pleuvezain (6 mars 2008) et de Soncourt (26 février 2008) acceptant ces mêmes conditions de retrait et sollicitant un échelonnement du paiement sur 10 ans,

SUR proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Est prononcé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, le retrait des communes de Maconcourt, Pleuvezain et Soncourt de la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois en vue de leur adhésion à la communauté de communes du Pays de Châtenois.

**Art. 2 :** Les conditions financières de sortie sont fixées à la somme de 55 321,90 €, qui sera versée à la communauté de communes EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulinois. Cette somme sera acquittée par la communauté de communes du Pays de Châtenois sur une période de 10 ans, par dixième chaque année.

**Art. 3 :** La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Sous-Préfet de Neufchâteau, le Sous-Préfet de Toul, les Trésoriers Payeurs Généraux des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, les Trésoriers des communautés de communes, les Présidents des communautés de communes, ainsi que les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles de la Préfecture des Vosges et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 mai 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

Epinal, le 20 mai 2008

Le préfet,  
Albert DUPUY

#### *Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire*

**Extrait de l'arrêté du 28 avril 2008 fixant le nombre de sièges à pourvoir au sein du conseil d'administration du centre de gestion de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant l'effectif des fonctionnaires titulaires et stagiaires des catégories A, B et C gérés par le centre départemental de gestion ;

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le nombre total de sièges à pourvoir au sein du conseil d'administration du centre départemental de gestion est fixé à 24, soit 21 sièges pour les communes affiliées et 3 pour les établissements publics locaux affiliés.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la préfecture, dans les sous-préfectures et notifié au président du centre départemental de gestion, ainsi qu'à la présidente de l'association départementale des maires.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 6 mai 2008 portant constitution de la commission départementale du recensement et de dépouillement des votes pour l'élection du conseil d'administration du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La commission départementale, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 15 avril susvisé, présidée par le préfet ou son représentant, est composée ainsi qu'il suit :

Membres titulaires :

- M. François FORIN, maire de Lucey
- M. Jean-François GRANDBASTIEN, maire de Frouard
- M. Ennio BAZZARA, maire de Moncel-sur-Seille
- M. Henry LEMOINE, président de la commune de communes du pays de PONT-A-MOUSSON
- M. Laurent TROGRIC, président de la communauté de communes du bassin de Pompey
- M. Gérard GEISSLER, attaché de préfecture, chef de bureau
- Mme Sylvie LAMBERT, secrétaire administratif de préfecture.

Membres suppléants :

- Mme Rose-Marie FALQUE, maire d'Azerailles
- Mme Nicole FEIDT, maire de Toul
- M. Jean-Claude GUILLAUME, maire de Rehon
- M. Guy VATTIER, président de la communauté de communes du pays de Briey
- M. Jacques FLORENTIN, président de la communauté de communes de Seille et Mauchère
- M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de préfecture
- Mme Christine PUTTEMANS, secrétaire administratif de préfecture.

**Art. 2 :** La commission ainsi constituée est chargée :

- de statuer sur les réclamations aux fins d'inscription sur la liste électorale ou de radiation, ainsi que sur les contestations relatives au nombre de voix attribuées à chaque électeur,
- d'effectuer le recensement et le dépouillement des votes ainsi que la proclamation des résultats à l'issue de ces opérations.

**Art. 3 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié à la préfecture, dans les sous-préfectures et notifié aux membres de la commission ainsi qu'au président du centre départemental de gestion.

Nancy, le 6 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

### Sous-préfecture de Briey

#### Extrait de l'arrêté du 26 mai 2008 autorisant la modification des articles 2 et 7 des statuts du syndicat du réseau câblé de vidéocommunication de la Pienne à la Crusnes, tête de réseau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la majorité qualifiée exigée par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La modification des articles 2 et 7 des statuts du syndicat du réseau câblé de vidéocommunication de la Pienne à la Crusnes, tête de réseau, est autorisée comme suit :

« **Art. 2 :** Ce syndicat a pour objet la diffusion des programmes de radiotélévision au travers des installations existantes dans les trois communes, l'exploitation et la modernisation de la tête de réseau de vidéocommunication située sur la commune de Mercy-le-Bas et qui est commune aux trois collectivités. L'ensemble des réseaux existants est transféré au syndicat ainsi que les installations de la tête de réseau. Les extensions restent à la charge des constructeurs au même titre que les travaux de viabilité ; les installations seront remises au syndicat après réception. »

« **Art. 7 :** Le syndicat reprend à sa charge les emprunts contractés par les communes pour la construction des réseaux.

Le syndicat prend à sa charge l'assurance de l'ensemble du réseau ainsi que la tête du réseau. »

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat du réseau câblé de vidéocommunication de la Pienne à la Crusnes, tête de réseau, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 26 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.*

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### Direction interrégionale des anciens combattants de Metz

#### Arrêté du 6 mai 2008 portant subdélégation de signature pour les décisions relatives à la carte européenne de stationnement pour les personnes handicapées

Le directeur interrégional

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu les arrêtés en date du 29 juillet 1982 du ministre des anciens combattants donnant délégation de pouvoir aux préfets de région

Vu l'arrêté ministériel en date du 16 février 1988 nommant M. Alain MARCHANDEAU, directeur interdépartemental des anciens combattants & victimes de guerre à METZ,

Vu l'arrêté préfectoral n° 08/BMSSE/22 en date du 06 mai 2008 portant délégation de signature à M. le directeur interrégional des anciens combattants & victimes de guerre à METZ ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

Vu l'instruction ministérielle du 29 novembre 1993 relative à l'organisation territoriale du ministère des anciens combattants & victimes de guerre

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 08/BMSSE/22 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Alain MARCHANDEAU, directeur interrégional des anciens combattants & victimes de guerre à METZ, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Claude PERRY, attaché principal, directeur interrégional adjoint,
- Mme Nicole MARCHANDEAU, attachée, directrice interrégionale adjointe,
- Mme Anne DUCAT, attachée, directrice interrégionale adjointe,
- Mme Nathalie BOISELET, attachée, directrice interrégionale adjointe.

**Art. 2 :** Le présent arrêté est exécutoire à compter du 06 mai 2008. Le préfet de Meurthe et Moselle et le directeur interrégional des anciens combattants et victimes de guerre à METZ, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs

de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général de région.

Metz, le 6 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur interrégional, chef des services déconcentrés,  
Alain MARCHANDEAU

### Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine Service actions et établissements de santé

#### Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 81/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> –** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 537 302 € soit :

1) 2 534 482 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 314 378 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

290 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

9 983 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

209 831 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 844 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 1 976 € au titre des produits et prestations

**ARTICLE 2 –** Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

#### Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 82/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> –** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 207 075 € soit :

1) 1 141 311 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

998 685 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

20 517 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 517 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

117 963 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 629 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 3 338 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 62 426 € au titre des produits et prestations

**ARTICLE 2 –** Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

#### Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 83/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> –** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 449 891 € soit :

1) 1 414 066 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 348 078 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

48 444 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

17 404 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

140 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 31 145 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 4 680 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 84/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 625 524 € soit :

1) 620 679 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

558 882 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

16 726 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 651 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

43 161 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

259 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 4 845 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 85/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 156 391 € soit :

156 391 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

155 801 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

590 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 86/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 54 444 € soit :

54 444 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

54 444 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 87/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 481 897 € soit :

1) 2 378 530 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 072 110 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

35 409 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 014 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

265 016 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 981 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 70 269 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 33 098 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 88/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 096**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 468 376 € soit :

1) 2 435 153 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 332 682 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

26 143 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

5 295 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

70 275 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

758 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 26 501 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 6 722 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 89/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 257 232 € soit :

257 232 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

178 371 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

78 861 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 90/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 22 755 851 € soit :

1) 20 667 354 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

18 765 432 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

96 886 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

12 273 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

1 761 537 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

15 894 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

15 332 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 477 942 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 610 555 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 91/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 051 379 € soit :

1) 2 566 823 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 378 856 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

184 467 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 500 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 448 526 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 36 030 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 92/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 49 892 € soit :

1) 49 760 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

49 760 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

2) 132 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 93/2008 du 24 avril 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2008 - N° FINESS entité juridique 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 029 623 € soit :

1) 1 859 077 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 666 112 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

9 681 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

183 228 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

56 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 140 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 170 406 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 94/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 986 947 € soit :

1) 2 975 923 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 736 751 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

342 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

11 451 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

227 379 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 6 824 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 4 200 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 95/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 397 455 € soit :

1) 1 362 440 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 195 708 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

21 521 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 367 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

141 047 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 797 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 4 592 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 30 423 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 96/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 449 011 € soit :

- 1) 1 411 056 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 209 076 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
  - 15 980 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 1 454 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 182 321 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 2) 225 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 3) 35 956 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 97/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 711 172 € soit :

- 1) 708 534 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 599 417 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
  - 16 654 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 243 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 91 904 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 2) 316 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 3) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
- 4) 2 638 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 98/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 193 876 € soit :

- 1) 193 876 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 193 251 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

625 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 99/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 57 075 € soit :

- 1) 57 075 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

57 075 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 100/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 551 604 € soit :

- 1) 2 448 370 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 193 217 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

31 229 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

5 114 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

217 326 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 484 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 78 027 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 25 207 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 101/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 866 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 096**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 325 865 € soit :

- 1) 2 279 534 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 106 194 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

29 454 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 633 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

139 658 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

595 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 34 127 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 12 204 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 102/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 231 341 € soit :

231 341 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

157 155 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

74 186 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;  
ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 103/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 30 275 826 € soit :

1) 27 847 666 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

24 195 898 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

106 290 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

13 022 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

3 544 342 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

16 858 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

-28 744 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 541 508 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 886 652 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 104/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 016 656 € soit :

1) 2 575 667 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 413 865 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

159 978 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 824 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 417 541 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 23 448 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 105/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 71 903 € soit :

1) 71 572 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

71 572 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

2) 331 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 106/2008 du 27 mai 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2008 - N° FINESS entité juridique 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 023 664 € soit :

1) 1 871 111 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 720 957 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

10 486 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

138 828 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

840 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 277 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 151 276 € au titre des produits et prestations

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 9 du 14 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du SINCAL**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

1 Cinq représentants du Conseil d'Administration du CHU

Monsieur le Docteur André ROSSINOT, Président du Conseil

d'Administration du CHU (fin du mandat en mai 2001),

Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Administrateur au CA du CHU

(fin du mandat en mai 2001),

Monsieur Alex GORGE, Administrateur au CA du CHU (fin du mandat en mai 2001),

Représentant du CA du CHU en attente de désignation,

Représentant du CA du CHU en attente de désignation.

2 Cinq représentants du Conseil d'Administration de l'UGEAM

Monsieur Jean-Louis COUR, Président de l'UGEAM Nord-Est (fin du mandat en avril 2011),

Madame Ghislaine STEPHANN (fin du mandat en avril 2011),

Monsieur Jean-Pierre MAZZIER, Conseiller de l'UGEAM Nord-Est (fin du mandat en avril 2011),

- Monsieur Aimé MARCHAL (fin du mandat en avril 2011),  
 Monsieur Léon RAUCH (fin du mandat en avril 2011).  
 3 Un représentant du corps médical pour le CHU  
 Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL, Chirurgien des Hôpitaux (fin du mandat en mai 2011).  
 4 Un représentant du corps médical pour l'UGE CAM  
 Monsieur le Docteur ROCHE, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011).  
 5 Un représentant du personnel non médical pour le CHU  
 Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant du Syndicat CFDT (fin du mandat en février 2011).  
 6 Un représentant du personnel non médical pour l'UGE CAM  
 Madame Catherine VONNET, représentante du Syndicat FO (fin du mandat en février 2011).  
 7 Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU  
 Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).  
 8 Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGE CAM  
 Monsieur le Professeur Daniel MOLE (fin du mandat en mars 2011).  
 9 Le Pharmacien du CHU  
 Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).  
 10 Le Pharmacien de l'UGE CAM  
 Madame Jacqueline CESARI, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).  
 11 Siégeant à titre consultatif, deux représentants des usagers  
 Madame Colette CASTELLI, représentant l'Association VMEH (fin du mandat en mai 2011),  
 Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant l'Association "Médecins du Monde (fin du mandat en mai 2011).

**Art. 2 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 8 du 14 Décembre 2007.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du SINCAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 mai 2008 Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, Jean-Yves GRALL

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 11 du 21 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay Saint Christophe

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1 Président du Conseil d'Administration - Président de droit :  
 Monsieur Laurent TROGRILIC, Maire de la ville de POMPEY.
- 2 Cinq représentants des Communes concernées  
 Monsieur Laurent TROGRILIC, Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),  
 Madame Régine GRANDURY, Adjointe au Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),  
 Monsieur Claude ROMBACH, Conseiller Municipal de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),  
 Madame Michèle BARTHELEMY, Maire de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014),  
 Monsieur le Docteur Renaud GERARDIN, Conseiller Municipal de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Un représentant du département désigné par le Conseil Général  
 Monsieur Jean-Marie UHLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 4 Le Président de la CME  
 Madame le Docteur Fabienne DURANTAY, Médecin (fin du mandat en janvier 2012).
- 5 Deux autres membres de la CME  
 Monsieur le Docteur Marc BERR, Vice-Président de la CME (fin du mandat en janvier 2012),  
 Madame Florence GLATH, Pharmacienne (fin du mandat en janvier 2012).
- 6 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques  
 Madame Marie-Paule CUNAT, Cadre Infirmier (fin du mandat en octobre 2009).
- 7 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
 Madame Nadine DAUMAS, Administrateur, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
 Madame Catherine SAINT-MARD, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 8 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
 Monsieur le Docteur Jean COLSON, Médecin non hospitalier, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins (fin du mandat en octobre 2008),  
 Monsieur Gérard RAUCH, Infirmier Libéral (fin du mandat en avril 2009),  
 Madame Marie-José DUPUY, Retraitée de l'enseignement (fin du mandat en octobre 2008).
- 9 Trois représentants des usagers

- Madame Josette BURY, Présidente de l'Association des Familles de Traumatismes Crâniens en Lorraine (AFTC), représentant l'AFTC en Lorraine (fin du mandat en décembre 2010),  
 Monsieur Michel SALMON, représentant l'Association pour le Droit de Mourir dans la dignité (ADMD) (fin du mandat en décembre 2010),  
 Monsieur Benoît GILET, Président de l'Air 54 et Président Adjoint de la FNAIR Lorraine, représentant l'Association Lorraine d'Aide aux Insuffisants Rénaux, Dialysés et Transplantés (AIR 54) (fin du mandat en décembre 2010).

- 10 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unité de Soins de Longue Durée  
 Représentant des familles en attente de désignation.

**Art. 2 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 10 du 14 Février 2008.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
 et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
 Christiane PERNET

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 21 du 27 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixée comme suit :

- 1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :  
 a) Le Maire de la Commune, Président de droit :  
 - Monsieur Jacques LAMBLIN, Maire de la ville de Lunéville (fin du mandat en mars 2014).  
 b) Trois représentants de la Commune :  
 - Monsieur Laurent de GOUVION SAINT CYR, Conseiller Municipal de la Ville de Lunéville (fin du mandat en mars 2014),  
 - Madame Annie GUILLEMOT, Conseillère Municipale de la Ville de Lunéville (fin du mandat en mars 2014),  
 - Madame Anne LASSUS, Conseillère Municipale de la Ville de Lunéville (fin du mandat en mars 2014).  
 c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :  
 - Madame Nathalie BLOT, Conseillère Municipale de la Ville de Baccarat (fin du mandat en mars 2014),  
 - Madame Gaëlle BARBIER, Conseillère Municipale de la Ville de Blainville sur l'Eau (fin du mandat en mars 2014).  
 d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :  
 - Monsieur Philippe FLEURENTIN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).  
 e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :  
 - Madame Laurence DEMONET, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Un collège des personnels comportant huit membres :  
 a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :  
 - Monsieur le Docteur Henri PIERSON, Président de la CME (fin du mandat en mai 2010),  
 - Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, Vice-Président de la CME, Chirurgien Chef de Service (fin du mandat en mai 2010),  
 - Monsieur le Docteur David ROSA, Médecin Urgentiste (fin du mandat en mai 2010),  
 - Monsieur David PINEY, Pharmacien (fin du mandat en mai 2010).  
 b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :  
 - Madame Evelynne GRANDJEAN, Cadre de Santé en chirurgie (fin du mandat en octobre 2010).  
 c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :  
 - Madame Sandra NAVARRO-EICHERT, représentante UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
 - Madame Catherine PARISSET, Secrétaire Médicale, représentante FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
 - Monsieur Sylvain THOMAS, représentant FO (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :  
 a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :  
 - Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, représentant FO (fin du mandat en juin 2010),  
 - Monsieur le Docteur Georges GRANGE, Médecin Généraliste (fin du mandat en décembre 2009),



- Madame Nelly MONTCOURTOIS, Infirmière Libérale, représentant le syndicat des Infirmiers Libéraux (fin du mandat en décembre 2009).
- b) Trois représentants des usagers :
  - Monsieur Michel LAURENT, représentant l'UFAL (fin du mandat en octobre 2010),
  - Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54 (fin du mandat en juin 2010),
  - Monsieur William LAUREAU, représentant l'Association "Le Lien" (fin du mandat en octobre 2010).

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :

- Madame Véronique MERVELAY (fin du mandat en octobre 2009).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 20 du 23 Avril 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 22 du 27 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

##### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Le Maire de la Commune, Président de droit :

- Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014).

b) Trois représentants de la Commune :

- Monsieur Jean-François MOUTET, Adjoint au Maire de la ville de Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014),
- Monsieur Jean-Charles FAGNONI, Conseiller Municipal de la ville de Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014),
- Madame Eliane GAUDIOT, Conseillère Municipale de la ville de Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014).

c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :

- Madame Josette ANDRE, Conseillère Municipale de la ville de Maidières (fin de mandat en mars 2014),
- Madame Guy SOUHAÏT, Maire de la ville de Blénod les Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014).

d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :

- Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin de mandat en mars 2011).

e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :

- Monsieur Philippe LECLERCQ, Conseiller Régional de Lorraine (fin de mandat en mars 2010).

2) Un collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Madame le Docteur Noëlle CHERY, Présidente de la CME, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011),
- Monsieur le Docteur Eric VINCKEL, Vice-Président de la CME, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011),
- Madame le Docteur Samira BOUNAAS, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011),
- Madame le Docteur Delphine JACINTHO, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011).

b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Patricia STOSSE, Cadre de Santé (fin de mandat en décembre 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Françoise DENIS, Sage-femme, représentant le syndicat CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2011),
- Madame Joëlle SCHOOR, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2011),
- Madame Emmanuèle SIFFERT, Secrétaire Médicale, représentant le syndicat CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Monsieur Gilbert MARCHAL, Personne qualifiée (fin de mandat en avril 2011),

- Madame le Docteur Isabelle COURTROT, Ophtalmologiste (fin de mandat en janvier 2010),

- Madame Sylviane LATHUILLIERE, Infirmière Libérale (fin de mandat en avril 2011).

b) Trois représentants des usagers :

- Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) (fin de mandat en juillet 2010),
- Madame Monique CANIN, représentante de l'Association "Familles Rurales" de Loisy (fin de mandat en avril 2011),
- Madame Marie-Louise MICHEL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) (fin de mandat en décembre 2010).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 21 du 22 Avril 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté n° 23 du 15 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

##### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration  
Monsieur Guy VATTIER, Maire de la ville de BRIEY (fin du mandat en mars 2014).

2 Trois représentants du Conseil Municipal  
Monsieur François DIETSCH, Conseiller Municipal de la ville de BRIEY (fin du mandat en mars 2014),  
Monsieur Jean WOJDACKI, Adjoint au Maire de la ville de BRIEY (fin du mandat en mars 2014),  
Madame Martine BELLARIA, Conseillère Municipale de la ville de BRIEY (fin du mandat en mars 2014).

3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée  
Monsieur TONIOLO Jean, Adjoint au Maire de la ville d'HOME COURT (fin du mandat en mars 2014),  
Monsieur le Docteur Jean-Jacques GOTTINI, Conseiller Municipal de la ville de JOEUF (fin du mandat en mars 2014).

4 Un représentant du Conseil Général  
Monsieur André CORZANI, Maire de la ville de JOEUF et Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

5 Un représentant du Conseil Régional  
Monsieur Christian ECKERT, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

6 Le Président de la CME  
Monsieur Jean-Marie DOLLARD, Président, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mai 2011).

7 Trois autres membres de la CME  
Monsieur Antoine AL HALABY, Cardiologue (fin du mandat en mai 2011),  
Monsieur Laurent MARTIN, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011),  
Monsieur Jean-Xavier PAUTOT, Médecin (fin du mandat en mai 2011).

8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques  
Madame Mireille GRANDMAIRE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en juin 2010).

9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Madame Rosette BOUDIN, Administrateur, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
Madame Martine LEPAGE, Aide-soignante, représentant le Syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
Monsieur Lionel SANTOLINI, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Maître Pierre LACROIX, Avocat (fin du mandat en juin 2010),  
Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, Médecin non Hospitalier (fin du mandat en janvier 2009),  
Madame Geneviève VIBERT (fin du mandat en février 2009).

11 Trois représentants des usagers  
Monsieur Bernard CREHANGE, Administrateur et Secrétaire Général de la Ligue contre le Cancer-Comité 54 (fin du mandat en juin 2010),  
Représentant des usagers en attente de désignation,  
Représentant des usagers en attente de désignation.

12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée

Madame Josette EDFRENNES, fin du mandat en octobre 2009.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 22 du 6 Mars 2008.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 15 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

**Extrait de l'arrêté n° 24 du 26 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de Nancy**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le Président du Conseil d'administration  
En attente de désignation par le prochain Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY.
- 2 Six représentants du Conseil Général  
Madame Michèle PILOT, Maire de FOUG, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),  
Madame Nicole CREUSOT, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),  
Monsieur Claude BLAQUE, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014)  
Madame Evelynne DIDIER, Sénatrice de Meurthe-et-Moselle, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),  
Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),  
Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le Conseil Municipal  
En attente de désignation d'un représentant de la commune siège par la Ville de NANCY.
- 4 Un représentant du Conseil Régional  
Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 5 Le Président de la CME  
Monsieur Jean-Michel HASCOET, Professeur de Pédiatrie, Chef de Service (fin du mandat en avril 2011).
- 6 Trois autres membres de la CME  
Monsieur Pierre DROULLE, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011),  
Madame Patricia FRANCK, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011),  
Monsieur Thierry ROUTIOT, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011).
- 7 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques  
Madame Denise BOISSEAU, Cadre médico-technique (fin du mandat en mai 2011).
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires  
Monsieur Guy CORNU, Agent Hospitalier, représentant CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
Madame Elisabeth DEVAUX, Sage-femme, représentante CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
Madame Anne-Marie MAJETTI, Auxiliaire de Puériculture, représentant l'UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales  
Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY (fin du mandat en juin 2010),  
Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins (fin du mandat en mars 2010),  
Monsieur Michaël DURAND, Infirmer Libéral, représentant les professions paramédicales (fin du mandat en janvier 2009).
- 10 Trois représentants des usagers  
Madame Josiane NAUMAN, Retraitée, représentant l'Association "SYMPHONIE" (fin du mandat en février 2011),  
Madame Thérèse VAUTRIN, représentant "Familles Rurales" (fin du mandat en mai 2010),  
Représentant des usagers en attente de désignation.

**Art. 2 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 23 du 29 Février 2008.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 26 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

**Extrait de l'arrêté n° 27 du 27 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :  
a) Le Maire de la Commune, Président de droit :  
- Monsieur Luc BINSINGER, Maire de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).  
b) Trois représentants de la Commune :  
- Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),  
- Monsieur Patrick LAUGEL, Conseiller Municipal de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),  
- Monsieur Marc VIEVILLE, Conseiller Municipal de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).  
c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :  
- Monsieur Gérard SPEISSMANN, Conseiller Municipal de Jarville la Malgrange (fin du mandat en mars 2014),  
- Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de Dombasle sur Meurthe (fin du mandat en mars 2014).  
d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :  
- Monsieur Jean-Claude PISSENM, Conseiller Général (fin du mandat en mars 2011).  
e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :  
- Madame Solange DUCAMIN, Conseillère Régionale (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Un collège des personnels comportant huit membres :  
a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :  
- Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, Pharmacien (fin du mandat en juin 2011),  
- Madame le Docteur Laurence COCHART, Praticien Hospitalier, Chef de Service (fin du mandat en juin 2011),  
- Monsieur le Docteur Rémy CURE, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011),  
- Madame le Docteur Odile STREIFF-GILLES, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011).  
b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :  
- Madame Béatrice CHAMBRE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en décembre 2010).  
c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :  
- Madame Henriette SALTEL-ISELLA, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
- Madame Nadine BEYDON, Adjoint Administratif, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),  
- Monsieur Didier LAVOT, Cadre de santé, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :  
a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :  
- Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée (fin du mandat en mars 2010),  
- Monsieur le Docteur Christophe LAINE, Médecin Généraliste (fin du mandat en septembre 2010),  
- Monsieur Paul LETE, Masseuse-Kinésithérapeute, représentant non hospitalier des professions paramédicales (fin du mandat en mai 2011).  
b) Trois représentants des usagers :  
- Madame Nicole DOLLER, représentant l'Association ESPOIR 54 (fin du mandat en janvier 2011),  
- Madame Véronique ALASSEUR, représentant l'UNAFAM de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en janvier 2011),  
- Représentant des usagers en attente de désignation..
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :  
- Monsieur Lionel DEBIEMME, Manipulateur en radiologie (fin du mandat en mai 2011).

**Art. 2 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 26 du 22 Avril 2008.

**Art. 3 :** La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 27 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation  
et par délégation,  
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

### **Direction régionale des affaires sanitaires et sociales**

#### **Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008 -87 en date du 6 mai 2008 portant agrément d'un Centre de santé dentaire**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

Considérant qu'au vu du dossier déposé le centre de santé répond aux conditions législatives et réglementaires applicables aux centres de santé ;  
Considérant qu'en application du code de santé publique, et notamment ses articles L.6323-1 et D.6323-4, une visite sera organisée dans les locaux du centre de santé afin d'établir, avant reprise d'activité, la conformité aux normes d'installation et de fonctionnement prévues aux articles D.6323-7 à D.6323-22 de ce même code ;

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le transfert du Centre de santé dentaire géré par la Mutualité Française de Meurthe et Moselle pour une installation au 6-8 boulevard du 21<sup>ème</sup> Régiment d'Aviation à Nancy, est autorisé. L'agrément afférent à ce centre pour l'exploitation de trois fauteuils dentaire est reconduit.

Art. 2 : L'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008-67 du 1<sup>er</sup> avril 2008 portant agrément d'un Centre de santé dentaire est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, le Préfet du département de Meurthe et Moselle, la Directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Pour le préfet de la Région Lorraine et par délégation,  
La Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et sociales,  
Mireille WILLAUME

#### **Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008 -88 en date du 6 mai 2008 portant agrément d'un Centre de santé dentaire**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

Considérant qu'au vu du dossier déposé le centre de santé répond aux conditions législatives et réglementaires applicables aux centres de santé ;  
Considérant qu'en application du code de santé publique, et notamment ses articles L.6323-1 et D.6323-4, une visite sera organisée dans les locaux du centre de santé afin d'établir, avant reprise d'activité, la conformité aux normes d'installation et de fonctionnement prévues aux articles D.6323-7 à D.6323-22 de ce même code ;

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le transfert du Centre de santé dentaire géré par la Mutualité Française de Meurthe et Moselle pour une installation au 5-7 rue Cyfflé à Lunéville, est autorisé. L'agrément afférent à ce centre pour l'exploitation de deux fauteuils dentaire est reconduit.

Art. 2 : L'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008-68 du 1<sup>er</sup> avril 2008 portant agrément d'un Centre de santé dentaire est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, le Préfet du département de Meurthe et Moselle, la Directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Pour le préfet de la Région Lorraine et par délégation,  
La Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et sociales,  
Mireille WILLAUME

### **Direction régionale de l'environnement de Lorraine**

#### **Arrêté du 15 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement de Lorraine, en application des dispositions de l'arrêté n° 08.BMSSE.30 du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 6 mai 2008**

Le directeur régional de l'environnement de Lorraine

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment l'article 38-4 ;

Vu l'arrêté n° 08.BMSSE.30 du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement de Lorraine, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.30 du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 6 mai 2008, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement de Lorraine, délégation est donnée aux agents suivants à

l'effet de signer les décisions et autorisations mentionnées à l'article 1 du même arrêté, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- Mme Marie-Laure MÉTAYER, chef du service nature, aménagements et paysages ;
- M. Sylvain MARSY, chargé de mission « nature-expertise » ;
- M. Max GILLETTE, chargé de mission « connaissance et gestion des données faune-flore ».

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.  
Metz, le 15 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional de l'environnement,  
Paul MICHELET

### **Direction régionale des affaires culturelles de Lorraine**

#### **Arrêté DRAC n° 2008.54.1 du 21 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine**

Le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment l'article 38-4 ;

Vu le décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la république en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 de la ministre de la culture et de la communication nommant M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.26 en date du 06 mai 2008 donnant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : En application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.26 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- MM Antoine BOLZINGER et François DERUDDER, directeurs régionaux adjoints des affaires culturelles, pour les correspondances d'ordre technique liées à l'exécution des missions culturelles dans le département de Meurthe-et-Moselle (aménagement culturel des territoires, patrimoines, arts vivants, action culturelle, éducation artistique), ainsi que pour les actes en matière de délivrance des licences d'entrepreneurs de spectacles à l'exception des décisions de refus ou de retrait de la licence,

- M. Antoine BOLZINGER, directeur régional adjoint des affaires culturelles, et M. Philippe MOREL, chef du service des affaires générales, juridiques et financières en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » relevant du ministère en charge du domaine,

- Mme Nathalie MEZUREUX, chef du service de l'architecture et des monuments historiques, et Mme Marie-Agnès SONRIER, conservatrice des monuments historiques pour les correspondances d'ordre technique en matière d'objets mobiliers, et notamment celles consenties au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Metz, le 21 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional des affaires culturelles,  
Jean-Luc BREDEL

### **Direction interdépartementale des routes - Est** **Secrétariat général - Cellule juridique**

#### **Arrêté n° 2008/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 9 mai 2008 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives**

Le directeur de la direction interdépartementale des routes - Est

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature du 9 mai 2008, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes - Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes - Est ;

### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
<b>A - Police de la circulation</b>		
Mesures d'ordre général		
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
<b>Circulation sur les autoroutes</b>		
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
<b>Signalisation</b>		
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
<b>Mesures portant sur les routes classées à grande circulation</b>		
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
A.12	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Etablissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
<b>B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité</b>		
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code de la voirie routière, et L.130-4 du code de la route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
<b>C - Gestion du domaine public routier national</b>		
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'Etat - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière - Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69, Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interminist N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N° 5 du 12/01/55, Circ. N° 86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière - Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière - Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56, Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78, Circ. N°91-01 du 21/01/91, Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	

C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux publics, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
<b>D - Représentation devant les juridictions</b>		
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circ. du 23 janvier 2007 du Ministre des Transports, de l'Equipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles et pénales sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Art. 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Hubert THIBAUDAT, Directeur adjoint Exploitation,
- Monsieur Jérôme GIURICI, Directeur adjoint Ingénierie.

Art. 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

- 1 - Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.2 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.1 - B.2 - C.1 - C.3 - C.5 - C.6 - C.10 - C.13.

- 2 - Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.2 - C.1 - C.2 - C.4 - C.7 - C.8 - C.11 - C.12 - C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

- 3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.2 - C.1 - C.2 - C.4 - C.7 - C.8 - C.11 - C.12 - C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon.

- 4 - Monsieur Vincent JUNG, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 - C.12 - D.1 - D.2.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

- 1 - en remplacement de Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière :

- \* par Monsieur Pierre VELLERETTE, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.2 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.1 - B.2 - C.1 - C.3 - C.5 - C.6 - C.10 - C.13.

- 2 - en remplacement de Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

- \* par Monsieur Étienne JACQUES, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.2 - C.1 - C.2 - C.4 - C.7 - C.8 - C.11 - C.12 - C.13.

- \* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.2 - C.1 - C.2 - C.4 - C.7 - C.8 - C.11 - C.12 - C.13.

- \* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.2 - C.1 - C.2 - C.4 - C.7 - C.8 - C.11 - C.12 - C.13.

- 3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

- \* par Monsieur Michel LAURENT, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.2 - C.1 - C.2 - C.4 - C.7 - C.8 - C.11 - C.12 - C.13.

- \* par Monsieur Frédéric DAVID, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.2 - C.1 - C.2 - C.4 - C.7 - C.8 - C.11 - C.12 - C.13.

- \* par Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 - A.3 - A.5 - A.6 - A.7 - A.8 - A.9 - A.10 - A.11 - A.12 - A.13 - B.2 - C.1 - C.2 - C.4 - C.7 - C.8 - C.11 - C.12 - C.13.

- 4 - en remplacement de Monsieur Vincent JUNG, chef du secrétariat général :

- \* par Monsieur Vincent THIRIET, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

- \* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 - D.2.

- \* par Mademoiselle Maud MARCHAL, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 - D.2.

\* par Madame Patricia BOURRIER, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

**Art. 5 :** Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Art. 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy :

\* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur Luc FOLLEBOUT, Chef du District de Metz :

\* par Monsieur François LECROQ, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Gilles GUILLEMAIN, Chef du District de Remiremont :

\* par Monsieur Sébastien JEANGEORGES, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Alain FABRE, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Joël LAQUENAIRE, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Jérôme PFAFF, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Benjamin PUGI, Chef du District de Vitry, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Art. 7 :** Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Directeur départemental de l'Équipement et au Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 mai 2008

Le directeur interdépartemental des routes - Est,  
Georges TEMPEZ

Division d'exploitation de Metz

**Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est -M-54-025 en date du 7 mai 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'inspection de l'ouvrage n° A311-020 sur la bretelle « queue de chat »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Art. 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 311 liaison A 31/RD 611 (bretelle queue de chat »	
PR + SENS	Au droit de l'ouvrage N° A311-020 dans les deux sens	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Inspection détaillée de l'ouvrage n° A311-020	
PERIODE GLOBALE (date à date)	Les 13, 14, 15 et 19 Mai 2008	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Alternat manuel, réduction de vitesse à 50 km/h	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Fléville	SOUS LA RESPONSABILITE DE : DIR-EST/ District de Nancy

**Art. 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

PHASE N°	DATE À DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	MESURES D'EXPLOITATION
1	13, 14 et 15 mai 2008	Deux sens, au droit de l'ouvrage n° a311-020	Inspection détaillée, reconnaissance	Alternat manuel
2	19 mai 2008	Deux sens, au droit de l'ouvrage n° a311-020	Inspection détaillée,	Alternat manuel

**Art. 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Art. 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un message radiophonique sur France Bleu et affichage

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

**Art. 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Art. 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Art. 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Art. 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Art. 10 :** Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR.

Moulins-lès-Metz, le 7 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est -M-54-028 en date du 21 mai 2008 (annule et remplace l'arrêté n° 027 du 16 mai 2008) portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose de fourreaux sur A.330**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Art. 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330
Points Repères PR.	Du PR 0,5 au PR 6,200 SENS: Nancy -> Epinal Du PR 6,200 au PR 7,160 SENS: Epinal -> Nancy Du PR 7,160 au PR 10,000 SENS: Nancy -> Epinal
SECTION	courante
NATURE DES TRAVAUX	Pose de fourreaux pour fibre optique
PERIODE GLOBALE	Du 19/05/08 au 03/08/08 pour la TC 3 (parc des Expositions à Houdemont) et du 16/06/08 au 26/10/08 pour la TC 4 (Houdemont à Flavigny)
SYSTEME D'EXPLOITATION	Travaux réalisés de nuit sauf pour les petits travaux de finitions après passage de la tranchée. Réduction à une voie de circulation pour tranchage de la BAU en section courante Fermeture des bretelles au fur et à mesure de l'avancement du chantier Réduction à une voie de circulation pour passage des ouvrages d'art, voir basculement de sens pour les ouvrages sur le canal de l'Est et sur la Moselle Réduction de vitesse à 50 km/h dans les basculements et 90 km/h en section courante du basculement.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est/ SESYR
	MISE EN PLACE PAR : Le district de Nancy/CEI de Fléville La SODEER pour la partie balisage de nuit

**Art. 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS N° BRETELLE	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Du 19 au 31 Mai 2008	0,600 Nancy/Epinal n° 15	Fermeture de la bretelle d'entrée de l'ESTIN sur la RD 570 et A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur la RD 570 et sortent au niveau de l'échangeur de Fléville après le rond point de Leroy Merlin
2	Du 1 au 15 Juin 2008	1,450 Nancy/Epinal n° 16	Fermeture de la bretelle d'entrée de la rue de Mire-Vandœuvre sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules reprennent la route de Mire-Vandœuvre sur A 330 pour court après l'hôtel et continuent sur la RD 570 et rentrent sur l'A 330 au niveau de l'échangeur de Fléville après le rond point de Leroy Merlin
3	Du 16 au 22 Juin 2008	2,450 Nancy/Epinal n° 17	Fermeture de la bretelle de sortie de CORA sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 330 et sortent au niveau de l'échangeur de Fléville pour revenir sur CORA après le rond point de Leroy Merlin
4	Du 23 au 29 Juin 2008	2,600 Nancy/Epinal n° 18	Fermeture de la bretelle d'entrée de CORA sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules reviennent sur la RD 570 et rentrent sur l'A 330 au niveau de l'échangeur de Fléville après le rond point de Leroy Merlin
5	Du 30/06 au 6 juillet 2008	2,900 Nancy/Epinal n° 19	Fermeture de la bretelle de sortie de Fléville sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 330 et sortent au niveau de l'échangeur de Ludres pour revenir sur Fléville par la RD 570 après le rond point de l'UGC Ciné Cité à Ludres
6	Du 7 au 13 Juillet 2008	3,100 Nancy/Epinal n° 20	Fermeture de la bretelle d'entrée de Fléville sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur la RD 570 et rentrent au niveau de l'échangeur de Ludres sur l'A 330 après le rond point de l'UGC Ciné Cité à Ludres

7	Du 14 au 20 juillet 2008	3,400 Nancy/Epinal n° 5	Fermeture dans l'échangeur d'Houdemont des bretelles de Strasbourg et de Paris sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 330 et sortent au niveau de l'échangeur de Ludres pour revenir dans l'autre sens jusqu'à l'échangeur où ils se dirigent soit vers la bretelle de Paris, soit vers celle de Strasbourg La réduction de circulation à une voie après CORA entraîne la fermeture de la bretelle d'entrée de Fléville; de fait, il faut reposer en même temps la même déviation que précédemment au n° 20
8	Du 21 au 27 Juillet 2008	4,000 Nancy/Epinal n° 4	Fermeture dans l'échangeur d'Houdemont de la bretelle Strasbourg/Epinal de A 33 (sens -) vers A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules sont déviés dans l'échangeur d'Houdemont vers la bretelle de Nancy-centre, sortent de l'A 330 au niveau de Leroy Merlin, passent les 2 ronds points et reprennent l'A 330 au niveau du rond point de Frocourt
9	Du 28/07 au 3 Août 2008	4,300 Nancy/Epinal n° 1	Fermeture dans l'échangeur d'Houdemont de la bretelle d'Epinal de A 33 (sens +) vers A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules qui sont sur A 33 continuent et sortent au niveau de l'échangeur de la ZI de Fléville pour revenir dans l'autre sens jusqu'à l'échangeur où ils suivent le même schéma que sur le schéma n° 4 nota : les bretelles 1 et 4 doivent être fermées en même temps (voir le plan de repérage des bretelles de l'échangeur d'Houdemont)
10	Du 1 au 7 septembre 2008	4,900 Nancy/Epinal n° 21	Fermeture de la bretelle de sortie de Ludres sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 330 et sortent au niveau de l'échangeur de Richard-ménil pour revenir à Ludres par la RD 570
11	Du 8 au 14 septembre 2008	5,300 Nancy/Epinal n° 22	Fermeture de la bretelle d'entrée de Ludres sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules repartent sur A 330 en direction de Nancy et reprennent la direction d'Epinal en prenant les 2 boucles de l'échangeur d'Houdemont
12	Du 15 au 21 septembre 2008	5,900 Nancy/Epinal n° 23	Fermeture de la bretelle de sortie de Richard-ménil sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules continuent sur A 330 et sortent au niveau de l'échangeur de Flavigny pour revenir à Ludres par la RD 570
13	Du 22 au 28 septembre 2008	9,500 Nancy/Epinal	Basculement de sens de circulation pour pose de fourreaux en encorbellement sur le pont du Canal de l'Est à Flavigny	La pose des fourreaux au delà de la corniche caniveau impose d'utiliser une passerelle à moment négatif, ce qui condamne les 2 voies dans le sens +. On utilise les ITPC au PR 8,500 et au PR 10,000 pour basculer la circulation, à l'aide des schémas du manuel de signalisation temporaire CF122a et B100c
14	Du 29/09 au 12 oct. 2008	9,600 Nancy/Epinal	Basculement de sens de circulation pour pose de fourreaux en encorbellement sur le pont de la Moselle à Flavigny	Même technique que 13
15	Du 13 au 19 oct. 2008	9,950 Nancy/Epinal n° 24	Fermeture de la bretelle de sortie de Flavigny sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules sortent à Richard-ménil et suivent la RD 570 jusqu'à Flavigny
16	Du 20 au 26 oct. 2008	10,050 Nancy/Epinal n° 25	Fermeture de la bretelle d'entrée (dans le sens +) de Flavigny sur A 330 pour fonçage et tranchage	Les véhicules repartent sur A 330 en direction de Nancy après le pont du Gouvernement sur la RD 570 et reprennent la direction d'Epinal au niveau de l'échangeur de Ludres

**Art. 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Art. 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Fléville-dt-Nancy, Ludres, Vandoeuvre-lès-Nancy, Heillecourt, Houdemont, Richardménéil, Flavigny-sur-Moselle, la CUGN et le Conseil Général de Meurthe et Moselle.

- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des PMV
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

**Art. 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Art. 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Art. 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Art. 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Art. 10 :** Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire des communes de FLEVILLE DT. NANCY, LUDRES, VANDEOEUVRE LES NANCY, HEILLECOURT, HOUEMENT, RICHARDMENIL, FLAVIGNY SUR MOSELLE LA CUGN et le Conseil Général de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise SOGEA/M.LOUVAT.

Moulins-lès-Metz, le 21 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

### **Direction départementale des affaires sanitaires et sociales**

#### **Arrêté du 26 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales**

La directrice départementale

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,  
Vu l'arrêté ministériel en date du 10 octobre 2005 nommant Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2008/08.BMSSE.31 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** En application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 2008/08.BMSSE.31 en date du 6 mai 2008 susvisé, la délégation de signature sera exercée, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme PERNET, Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, par Brigitte DEMPT, inspectrice hors classe et par Monsieur Jean-François LHULLIER, directeur adjoint

**Art. 2 :** En cas d'absence simultanée de Madame Christiane PERNET, de Madame Brigitte DEMPT et de Monsieur Jean-François LHULLIER, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne, à  
- Madame Arielle BRUNNER, médecin inspecteur de santé publique  
- Madame Anne BRUSQUET, médecin inspecteur de santé publique,  
- Madame Hélène DALLAIRE, médecin inspecteur de santé publique,  
- Madame Noëlle De SILVESTRI, conseillère technique en travail social,  
- Madame Evelynne DITTE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale  
- Madame Françoise GABRION, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,  
- Madame Stéphanie GEYER, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,  
- Madame Michèle HERIAT, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,

- Mademoiselle Aline JOANNES, inspectrice de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Christian MANNSCHOTT, ingénieur en chef du génie sanitaire,
- Monsieur José-Luis MARTINEZ, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires,
- Mademoiselle Marie-Agnès PILARD, ingénieur d'études sanitaires
- Mademoiselle Karine VIENNESE inspectrice de l'action sanitaire et sociale,

**Art. 4 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

**Art. 5 :** La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 26 mai 2008

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Christiane PERNET

### **Direction départementale de l'agriculture et de la forêt**

#### **Arrêté n° 168 du 15 mai 2008 portant subdélégation de signature**

M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.37 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

#### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.37 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, les délégations de signature qui lui sont confiées sont exercées en cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. ROYER, par M. Jean-Luc JANEL.

En cas d'absence de MM. ROYER et JANEL, les délégations de signature sont exercées par Mme Catherine NORMANDIN.

**Art. 2 :** En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.37 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Ludovic BONNARD, Chef du Service Economie Agricole et Aménagement Foncier, à l'effet de signer les décisions prévues au chapitre I de l'arrêté du 6 mai 2008 susvisé, à l'exception des rubriques 104 et 112 et, pour les autres rubriques, les décisions intervenant à l'issue d'un contrôle.
- M. Jean-Luc JANEL, adjoint au directeur, à l'effet de signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.
- Mme Catherine NORMANDIN, chef du service forêt, chasse et milieux naturels, à l'effet de signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III, à l'exception des rubriques 300, 302, 303, 304, 307, pour la rubrique 301 : la signature de l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation, et pour la rubrique 308 : les engagements et les décisions intervenant à l'issue des contrôles.
- M. Bernard GANNE, secrétaire général, à l'effet de signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV à l'exception des rubriques 401, 402 et 404, et, pour la rubrique 400, des congés des chefs de service.
- M. Guy TROGNON, chef du service inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, à l'effet de signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V.
- MM. Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Guy TROGNON, Mme Catherine NORMANDIN pour signer des ampliations de décisions prises par M. Yves ROYER dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.

**Art. 3 :** Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 15 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

### **Service économie agricole et aménagement foncier**

**Extrait de l'arrêté n°08/167 du 15 mai 2008 relatif à la mise en œuvre de la prime herbagère agroenvironnementale 2 - campagne 2008**



Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : présentation du dispositif

En application de l'article 36 a) iv) du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005, un engagement dans des mesures agroenvironnementales visant à une gestion extensive des prairies peut être demandé par les exploitants agricoles dont le siège d'exploitation est situé dans le département de Meurthe-et-Moselle. L'engagement juridique interviendra dans la limite des crédits affectés à ce dispositif.

Les cahiers des charges de ces mesures figurent dans les notices explicatives en annexe du présent arrêté.

L'ensemble de ces mesures forme le dispositif nommé « prime herbagère agroenvironnementale 2 » (PHAE2).

**Art. 2** : conditions d'éligibilité

Seuls peuvent solliciter une PHAE2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- Appartenir à l'une des catégories suivantes :
  - . personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et de moins de soixante ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la demande ;
  - . les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant réponde aux conditions relatives aux personnes physiques ;
  - . les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural ;
- Etre à jour auprès de l'Agence de l'eau, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la demande d'engagement, du paiement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre de l'article L213-10-2 du code de l'environnement ou de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau au titre de l'article L213-10-9 du code de l'environnement, s'ils sont assujettis à l'une ou l'autre de ces redevances.
- Avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputées recevables.
- Appartenir à au-moins une des catégories suivantes :
  - . titulaires d'un engagement PHAE2 échu en 2008,
  - . titulaires d'un contrat territorial d'exploitation (CTE) herbagers comprenant une mesure 19.03, 20.01 ou 20.02, échu en 2008, ayant bénéficié auparavant d'une prime au maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE),
  - . titulaires d'un CTE ovins (CTE conclu par un éleveur ovin et comprenant une mesure 19.03, 20.01 ou 20.02) échu en 2008,
  - . agriculteurs installés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 avec le bénéfice d'une Dotation jeune agriculteur.

Par ailleurs, l'exploitation doit respecter les critères suivants :

- le taux de spécialisation herbagère, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 75 %
- le chargement, calculé conformément aux instructions ministérielles, est compris entre 0,20 et 1,4 UGB par hectare.

**Art. 3** : engagement généraux

Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 15 mai 2008 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;
- à adresser chaque année une déclaration annuelle de respect des engagements ainsi que les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;
- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;
- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles ;

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

**Art. 4** : rémunération de l'engagement

Le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est de 76 euros par hectare engagé dans la mesure PHAE2.

Lorsque des surfaces situées dans un autre département que le département de Meurthe-et-Moselle sont engagées en PHAE2, le montant unitaire versé en contrepartie de l'engagement de ces surfaces sera celui défini dans le département en question pour la mesure souscrite.

Le total des aides versées à une exploitation dont le siège est situé dans le département de Meurthe-et-Moselle au titre de la PHAE2, de la PHAE et des actions de type 1903, 2001, 2002 souscrites dans le cadre d'un CTE ou d'un CAD non échu en 2008 ne pourra dépasser 7 600 euros par an. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à

300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2008 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

**Art. 5** : précisions sur le cahier des charges

Les pelouses calcaires, les prairies permanentes situées en zone inondable (cartographie communale disponible en mairie) présentent un intérêt particulier pour la préservation de la biodiversité des exploitations agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Il en est de même pour les prairies permanentes disposant au minimum de 15 espèces floristiques différentes, à l'exclusion des espèces suivantes : ortie (*urtica* sp.), chardon (*cirsium* arvense), rumex sp., pissenlit (*taraxacum* sp.) et renoncule (*ranunculus* arvensis).

Ces surfaces peuvent donc être comptabilisées dans le cadre des obligations de détention minimale d'éléments de biodiversité, mentionnées dans le cahier des charges de la PHAE2, un hectare de ces surfaces correspondant à un hectare de surface de biodiversité.

**Art. 6** : exécution et diffusion de l'arrêté

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt est chargé de l'application des dispositions du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une copie de l'arrêté sera transmise pour information au délégué régional du CNASEA et au directeur régional de l'AUP.

Nancy, le 15 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*L'annexe est consultable à la DDAF – service économie agricole et aménagement foncier – 45, rue Ste Catherine 54043 Nancy cedex*

## Extrait de l'arrêté DDAF/SEAAF – 2008/176 du 29 mai 2008 portant modification de la composition de la commission départementale d'orientation agricole plénière

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'article 1 de l'arrêté du 19 juillet 2006 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation agricole plénière de Meurthe-et-Moselle est modifié ainsi :

Sont membres :

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

Titulaire : Monsieur Laurent PAQUIN – 54150 NORROY LE SEC

Suppléants : Monsieur Christian RENAUDIN – 54490 DOMPRIX

Monsieur Laurent PIERCON – 54620 BASLIEUX

Titulaire : Monsieur François MANSION – 54 385 NOVIANT AUX PRES

Suppléants : Monsieur Bernard PLONGUE – 54113 GYE

Monsieur Cédric MANGENOT – 54840 SEXEY LES BOIS

Titulaire : Monsieur Fabrice NOIROT – 54610 CLEMERY

Suppléants : Monsieur François TOUSSAINT – 54740 VAUDIGNY

Monsieur Etienne VUILLEMIN – 54 300 CROISMARE

Titulaire : Mademoiselle Sophie LEHE – 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE

Suppléants : Monsieur Daniel PERRIN – 54 300 FRAMBOIS

Monsieur Maurice HERIAT – 54290 BREMONCOURT

Titulaire : Monsieur Alban PAULUS – 54450 FREMONVILLE

Suppléants : Monsieur Denis PIARD – 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

Monsieur FRANCOIS Géraud – 54120 HABLAINVILLE

Titulaire : Monsieur Jean Philippe BASTIEN – 54380 MARTINCOURT

Suppléants : Monsieur Jean-François RICHARD – 54920 MORFONTAINE

Monsieur Nicolas LEGRAND – 5440 COSNES ET ROMAN

Titulaire : Monsieur Jean François BRECK – 54580 SAINT AIL

Suppléants : Monsieur Maxime MAYOT – 54800 GONDRECOURT AIX

Monsieur Jean FORDOXEL – 54720 CUTRY

Titulaire : Monsieur Jean François VIRIAT – 54830 REMENOVILLE

Suppléants : Monsieur Benoît QUENETTE – 54116 TANTONVILLE

Monsieur Jérôme BERTRAND – 54560 BEUVILLERS

Au titre des fermiers métayers :

Titulaire : Monsieur Eric GILLARDIN – 54260 VILLERS LE ROND

Suppléants : Monsieur Francis VALLANCE – 54170 SELAINCOURT

Monsieur Jean Marc REIGNIER – 54510 ART SUR MEURTHE

**Art. 2** : Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

## Extrait de l'arrêté DDAF/SEAAF – 2008/177 du 29 mai 2008 portant modification de la composition de la commission départementale d'orientation agricole, section « structure et économie des exploitations agricoles »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : L'article 1 de l'arrêté du 6 septembre 2006 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation Agricole de Meurthe-et-Moselle, section « structure et économie des exploitations agricoles » est modifié ainsi :

Sont membres :

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

Titulaire : Monsieur Laurent PAQUIN – 54150 NORROY LE SEC

Suppléants : Monsieur Christian RENAUDIN – 54490 DOMPRIX



Monsieur Laurent PIERCON – 54620 BASLIEUX  
 Titulaire : Monsieur François MANSION – 54 385 NOVIANT AUX PRES  
 Suppléants : Monsieur Bernard PLONGUE – 54113 GYE  
 Monsieur Cédric MANGENOT – 54840 SEXEY LES BOIS  
 Titulaire : Monsieur Fabrice NOIROT – 54610 CLEMERY  
 Suppléants : Monsieur François TOUSSAINT – 54740 VAUDIGNY  
 Monsieur Etienne VUILLEMIN – 54 300 CROISMARE  
 Titulaire : Mademoiselle Sophie LEHE – 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE  
 Suppléants : Monsieur Daniel PERRIN – 54 300 FRAIMBOIS  
 Monsieur Maurice HERIAT – 54290 BREMONCOURT  
 Titulaire : Monsieur Alban PAULUS – 54450 FREMONVILLE  
 Suppléants : Monsieur Denis PIARD – 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY  
 Monsieur FRANCOIS Géraud – 54120 HABLAINVILLE  
 Titulaire : Monsieur Jean Philippe BASTIEN – 54380 MARTINCOURT  
 Suppléants : Monsieur Jean-François RICHARD – 54920 MORFONTAINE  
 Monsieur Nicolas LEGRAND – 5440 COSNES ET ROMAN  
 Titulaire : Monsieur Jean François BRECK – 54580 SAINT AIL  
 Suppléants : Monsieur Maxime MAYOT – 54800 GONDRECOURT AIX  
 Monsieur Jean FORDOXEL – 54720 CUTRY  
 Titulaire : Monsieur Jean François VIRIAT – 54830 REMENOVILLE  
 Suppléants : Monsieur Benoît QUENETTE – 54116 TANTONVILLE  
 Monsieur Jérôme BERTRAND – 54560 BEUVILLERS  
 Au titre des fermiers métayers :  
 Titulaire : Monsieur Eric GILLARDIN – 54260 VILLERS LE ROND  
 Suppléants : Monsieur Francis VALLANCE – 54170 SELAINCOURT  
 Monsieur Jean Marc REIGNIER – 54510 ART SUR MEURTHE  
 Art. 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté.  
 Nancy, le 29 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté DDAF/SEAAF – 2008/178 du 29 mai 2008 portant modification de la composition de la commission départementale d'orientation agricole, section « agriculture et territoire »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté du 6 septembre 2006 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation Agricole de Meurthe-et-Moselle, section « agriculture et territoire » est modifié ainsi :

Sont membres :

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

Titulaire : Monsieur Laurent PAQUIN – 54150 NORROY LE SEC  
 Suppléants : Monsieur Christian RENAUDIN – 54490 DOMPRIX  
 Monsieur Laurent PIERCON – 54620 BASLIEUX  
 Titulaire : Monsieur François MANSION – 54 385 NOVIANT AUX PRES  
 Suppléants : Monsieur Bernard PLONGUE – 54113 GYE  
 Monsieur Cédric MANGENOT – 54840 SEXEY LES BOIS  
 Titulaire : Monsieur Fabrice NOIROT – 54610 CLEMERY  
 Suppléants : Monsieur François TOUSSAINT – 54740 VAUDIGNY  
 Monsieur Etienne VUILLEMIN – 54 300 CROISMARE  
 Titulaire : Mademoiselle Sophie LEHE – 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE  
 Suppléants : Monsieur Daniel PERRIN – 54 300 FRAIMBOIS  
 Monsieur Maurice HERIAT – 54290 BREMONCOURT  
 Titulaire : Monsieur Alban PAULUS – 54450 FREMONVILLE  
 Suppléants : Monsieur Denis PIARD – 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY  
 Monsieur FRANCOIS Géraud – 54120 HABLAINVILLE  
 Titulaire : Monsieur Jean Philippe BASTIEN – 54380 MARTINCOURT  
 Suppléants : Monsieur Jean-François RICHARD – 54920 MORFONTAINE  
 Monsieur Nicolas LEGRAND – 5440 COSNES ET ROMAN  
 Titulaire : Monsieur Jean François BRECK – 54580 SAINT AIL  
 Suppléants : Monsieur Maxime MAYOT – 54800 GONDRECOURT AIX  
 Monsieur Jean FORDOXEL – 54720 CUTRY  
 Titulaire : Monsieur Jean François VIRIAT – 54830 REMENOVILLE  
 Suppléants : Monsieur Benoît QUENETTE – 54116 TANTONVILLE  
 Monsieur Jérôme BERTRAND – 54560 BEUVILLERS  
 Au titre des fermiers métayers :  
 Titulaire : Monsieur Eric GILLARDIN – 54260 VILLERS LE ROND  
 Suppléants : Monsieur Francis VALLANCE – 54170 SELAINCOURT  
 Monsieur Jean Marc REIGNIER – 54510 ART SUR MEURTHE  
 Art. 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté.  
 Nancy, le 29 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté DDAF/SEAAF – 2008/179 du 29 mai 2008 portant modification de la composition de la commission départementale « stage 6 mois »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 fixant la composition de la commission stage « 6 mois » en Meurthe-et-Moselle est modifié ainsi :

La Commission départementale « stage six mois », instaurée par l'article 11 de l'arrêté du 16 septembre 2003 est ainsi composée :

- le Préfet ou son représentant,
  - le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant : le Chef du Service Régional de la Formation et du Développement,
  - le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
  - le Directeur de l'Etablissement Public Local de l'Enseignement Agricole de Pixérécourt ou son représentant : Madame la Provisoire-adjointe,
  - le Directeur du Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de Pixérécourt ou son représentant : Madame la Directrice du Centre de Formation d'Apprentis de Toul,
  - le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture ou son représentant : Madame Angélique TALOTTE
  - Monsieur Patrick JALLIOT représentant les établissements de Crédits, de la Mutualité et de la Coopération agricoles,
  - Monsieur Ludovic GALLAND représentant le Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son suppléant : Monsieur Mathieu FOURNIER,
  - Monsieur Jérôme BERTRAND représentant le Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son suppléant : Monsieur Géraud FRANCOIS,
  - Monsieur Denis WAHU représentant la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles ou sa suppléante : Mme Sylvie MASSON-ROUSSEL
- Art. 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée aux membres de la Commission.

Nancy, le 29 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Jean-Michel MOUGARD

**Direction départementale des services vétérinaires  
 Service santé et protection animales**

**Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.056 du 20 mai 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Marie THIRIET, vétérinaire à Manoncourt-sur-Seille**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Docteur THIRIET Marie  
 Docteur vétérinaire  
 4, rue Basse

54610 MANONCOURT SUR SEILLE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 20 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur départemental des services vétérinaires,  
 Dr Jean-Yves CHOLLET

**Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.057 du 20 mai 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Murielle VERBEKE, vétérinaire à Pange**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Docteur VERBEKE Murielle  
 Docteur vétérinaire  
 2, rue de Taillures  
 57530 PANGE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 20 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur départemental des services vétérinaires,  
 Dr Jean-Yves CHOLLET

**Arrêté du 27 mai 2008 portant subdélégation de signature**

Le directeur départemental,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU l'arrêté du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, en date du 16 février 2007, nommant Monsieur Michel MARTY, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, à compter du 19 février 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35 en date du 06 mai 2008, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : En application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35, en date du 06 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

1 – Madame Bernadette CLAVEL, chargée du service "secrétariat général", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a2 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du Directeur départemental de l'Equipeement) ; A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 à A1 a14 ; A1 a16 à A1 a31 ; A1 a34 ; A1 a36 ; A1 a37 ; A2 c1.

2 – Monsieur Régis STENGER, chargé du service "habitat", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A4 a1 à A4 a7 ; A4 b3 à A4 b10 ; A4 b11 à A4 b24 ; A4 c1.

3 – Monsieur Roland SPITZBARTH, chargé du service "aménagement, risques et urbanisme", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 b5 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d19 ; A5 e1 à A5 e3 ; A5 f1 à A5 f3 ; A5 g1 à A5 g3 ; A5 h1 ; A5 i1 ; A5 j1 ; A5 k1 à A5 k 5 ; A5 l1 ; A5 m1 à A5 m2 ; A5 n1 à A5 n2 ; A5 o1 ; A5 p1 à A5 p3 ; A5 q1 à A5 q2 ; A5 r1 à A5 r2 ; A9 a1 à A9 a3

4 – Madame Bénédicte HILT, chargée du service "transports et sécurité", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A2 b1 ; A2 b2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 b3 ; A2 b4 ; A6 a1 à A6 a2 ; A7 a1 à A7 a5 ; A11 a1.

5 – Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A6 a3.

6 – Monsieur Daniel MORLON, chargé du service "ingénierie d'appui territorial", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36.

7 – Monsieur Pierre NIKOLIC, chargé du "service territorial et de la division territoriale nord", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 b2 ; A5 b3 ; A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 ; A5 d2 ; A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 ; A5 e3 ; A5 f2 ; A5 f3 ; A5 g2 ; A5 g3 ; A5 l1.

8 – Mesdames et Messieurs Brigitte BOULANGER, Michel BOUNEAUD, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Véronique CARPENTIER, Martine COUDERT, Michèle ETIENNE, Thierry GUYOT, Suzanne LECROART, Angélique MASSON, Patrick MENUX, Patricia MOCHI, Isabelle ROUYER-VANNIER, Christian SAUGET, Nicole SIEFFER, Michel TALLET, Isabelle THOMAS, Patrick VIARD, chargés des unités et pôles de la D.D.E., pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36

9 – Monsieur Patrice ARNAULT, adjoint au chef de la division territoriale nord, Messieurs Michel FRANCOIS, Francis MALLET, Sylvain XIE, subdivisionnaires, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 ; A5 e3 ; A5 f2 ; A5 f3 ; A5 g2 ; A5 g3 ; A5 l1.

10 – Messieurs Roddy ARMEDE, Eric COLON, Henri DUPONT, Stéphane JACOTTIN, Dominique MAIFFREDY, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité).

11 – Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité "application du droit des sols", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d19 ; A5 e1 à A5 e3 ; A5 f1 à A5 f3 ; A5 g1 à A5 g3 ; A5 h1 ; A5 i1 ; A5 j1 ; A5 k1 à A5 k4 ; A5 l1.

12 – Madame Elina GREINER, chargée de l'unité "procédures d'urbanisme", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 a2 ; A5 q1 ; A5 q2.

13 – Madame Colette LUTZ, chargée du bureau "aménagement foncier", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A5 q1 ; A5 q2.

14 – Messieurs Dominique MOUSSA, Dominique SCHORB, Mesdames Renée AUBIN, Hélène GUIDAT, Jocelyne RECLIN, Marie-Christine SIBILLE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3 ; A5 l1.

15 – Messieurs Michel ALOSI, Jean-Philippe BANCKAERT, Michel KONCZAK, Jean-Pierre LAURENT, Claude MARCHAL, Claude PESTELARD, Jérôme VERDEAUX, Mesdames Estelle ANDRE, Sandrine BACHER, Corinne BETIS, Solange CHOIGNOT, Corinne COLIN, Nicole GENEVAUX, Sylvie HARDOUIN, Brigitte LAURENT, Marie-Thérèse MATHIEU, Véronique MINETTE, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Christiane PRILLIEUX, Céline RAOULT, Céline RAYBOIS, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3.

16 – Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité "affaires juridiques", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A9 a1 à A9 a2.

17 – Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité "affaires générales et statistiques", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 r1 ; A5 r2.

18 – Madame Odile MALAISE, chargée de l'unité "action sociale pour le logement", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 a4 ; A4 a5 ; A4 c1.

19 – Monsieur Jérôme ULPAT, chargé de l'unité "programmation et contrôle du logement social", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 b19.

20 – Madame Caroline PIOLE, chargée de l'unité "agence nationale pour la rénovation urbaine, délégation territoriale", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 b19.

21 – Madame Fabienne PAULUS, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A4 c1.

22 – Monsieur Yann TABERKANE, chargé de l'unité "transports, bruit et sécurité civile", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A2 b1 ; A2 b3 ; A2 b4.

23 – Monsieur Jean MOSSBACH, chargé du pôle "ressources humaines", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence :  
- A1 a2 (contrats de vacataires à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du D.D.E.) ;  
- A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité, congés pour la naissance d'un enfant, congés de maternité, de paternité et d'adoption, à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ;  
- A1 a20 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ;  
- A1 a21 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ;  
- A1 a22 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ;  
- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ; A1 a36 ; A2 c1.

24 – Monsieur Jean-Claude GIROT, responsable du domaine "gestion" dans le pôle des "ressources humaines", pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a20 ; A1 a21 (pour les congés de maladie ordinaire, à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

ARTICLE 2 : En application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35, en date du 06 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer les ampliations, aux personnes suivantes, chacune pour les affaires qui la concernent : Mesdames Bernadette CLAVEL, Bénédicte HILT, Messieurs René LEHMANN, Daniel MORLON, Pierre NIKOLIC, Roland SPITZBARTH, Régis STENGER.

ARTICLE 3 : En application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.35 en date du 06 mai 2008, accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, en cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 1 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le Directeur départemental de l'équipement et, à défaut de cette décision :

1 – en remplacement de Madame Bernadette CLAVEL

\* par Monsieur Jean MOSSBACH, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 ; A1 a13 ; A1 a16 à A1 a18 ; A1 a19 à A1 a22 (pour les actes exclus à l'alinéa 23 de l'article 1) ; A1 a23 à A1 a26 ; A1 a29 (pour les actes exclus à l'alinéa 23 de l'article 1) ; A1 a30 ; A1 a34 ; A1 a37.

2 – en remplacement de Monsieur Régis STENGER

\* par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER.

3 – en remplacement de Monsieur Roland SPITZBARTH

par Madame Christiane ALNOT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A5 b5 ; A5 k5.

\* par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 b1 ; A1 b2 ; A1 b3 ; A1 b4 ; A9 a3.

4 – en remplacement de Madame Bénédicte HILT

par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 b2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois).

par Madame Véronique CARPENTIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A7 a1 à A7 a5.

\* par les fonctionnaires suivants : Bernadette CLAVEL, René LEHMANN, Daniel MORLON, Pierre NIKOLIC, Roland SPITZBARTH, Régis STENGER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros A2 b3 et A2 b4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés).

5 - en remplacement de Monsieur Pierre NIKOLIC

\* par Monsieur Patrice ARNAULT.

6 - en remplacement de Monsieur Yann TABERKANE

\* par Madame Véronique CARPENTIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 b1 ; A2 b2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 b3 et A2 b4.

ARTICLE 4 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.  
Nancy, le 27 mai 2008

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'équipement,  
Michel MARTY

#### Service de l'habitat

#### Extrait de l'arrêté n° 08010/SHA/DDE du 23 avril 2008 modifiant la composition du conseil d'administration de l'OPHLM de la Ville de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur Olivier BERTRAND, Président départemental de la FNAIM (fédération nationale des agents immobiliers) est nommé membre du conseil d'administration de l'OPHLM de la Ville de Lunéville en remplacement de Monsieur Jacques LAMBLIN.

Art. 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée aux Sous-Préfet de Lunéville, Maire de Lunéville, Directeur départemental de l'équipement et Directeur de l'office public d'HLM de Lunéville, ainsi qu'à chacun des membres intéressés.

Nancy, le 23 avril 2008

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,  
Jérôme NORMAND

#### Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

#### Extrait de la décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 30 avril 2008 au sens de l'article L 443-3-2 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : L'Association QUEL QUE SOIT LE TEMPS - 9 rue de la Paroisse - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT  
SIRET 400 267 985 000 44 code ape 552 E.  
est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-2 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Art. 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 30 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Décision du 19 mai 2008 relative à l'organisation de l'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

Vu le Code du Travail, notamment sa huitième partie,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,  
Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,  
Vu la décision du Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim, en date du 19 mai 2008, concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail.

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : En cas d'absence ou d'empêchement de l'une des inspectrices ou de l'un des inspecteurs ci-dessous désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux.

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Monsieur Alain JADELOT

Cinquième section	Madame Marieke FIDRY
-------------------	----------------------

Art. 2 : En application des articles 6 et 7 du décret susvisé du 28 décembre 1994, les agents du corps de l'inspection du travail participent en tant que de besoins aux actions d'inspection de la législation du travail organisées par le Directeur départemental dans le département.

Art. 3 : Le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 19 mai 2008.

Vandoeuvre, le 19 mai 2008

Le directeur départemental du travail,  
de l'emploi et de la formation professionnelle, par intérim,  
Claude ROQUE

#### Décision on du 19 mai 2008 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté ministériel du 16 mai 2008 nommant Madame Marieke FIDRY, Inspectrice du Travail en section d'inspection à la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 19 mai 2008.

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les inspectrices et inspecteurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Monsieur Alain JADELOT
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY

Art. 2 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 19 mai 2008.

Art. 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 19 mai 2008

Le directeur départemental du travail,  
de l'emploi et de la formation professionnelle, par intérim,  
Claude ROQUE

#### Décision du 19 mai 2008 concernant l'affectation des contrôleurs du travail

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

Vu le code du travail, notamment sa huitième partie

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle par intérim du 19 mai 2008 concernant l'affectation en section d'inspection des inspectrices et inspecteurs du travail.

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Madame Valérie VIRIOT Monsieur Marc CORCHAND
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sonia GUICHARD Madame Sylvie TEDESCO

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs du travail désignés ci-dessus, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux.

Art. 3 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 19 mai 2008.

Art. 4 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 19 mai 2008

Le directeur départemental du travail,  
de l'emploi et de la formation professionnelle, par intérim,  
Claude ROQUE

**Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim**

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 16 février 2008 chargeant Monsieur Claude ROQUE de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.16 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE chargé de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008 ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : En application des articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.16 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim, subdélégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Monsieur Christian ESTIENNE, directeur-adjoint
- Monsieur Christian HALLINGER, directeur-adjoint

Art. 2 : En cas d'empêchement ou d'absence du soussigné, de Messieurs Christian ESTIENNE et Christian HALLINGER, subdélégation est également donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Madame Martine BOUBAGRA, inspectrice du travail,
- Madame Angélique ALBERTI, inspectrice du travail,
- Monsieur Mickaël MAROT, inspecteur du travail,
- Monsieur Alain JADELOT, inspecteur du travail,
- Madame Marieke FIDRY, inspectrice du travail,
- Madame Anne SCHWOERER-GAESTEL, inspectrice du travail,
- Madame Carine OSTER, inspectrice du travail,
- Monsieur François MANNEVILLE, chargé de mission

Art. 2 : L'arrêté en date du 6 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE est abrogé.

Art. 3 : Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, Mesdames Martine BOUBAGRA, Angélique ALBERTI, Marieke FIDRY, Anne SCHWOERER-GAESTEL, Carine OSTER et Messieurs Christian ESTIENNE, Christian HALLINGER, Mickaël MAROT, Alain JADELOT, François MANNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

Vandoeuvre, le 20 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental du travail,  
de l'emploi et de la formation professionnelle, par intérim,  
Claude ROQUE

**Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim**

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

VU la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n°98-81 du 11 février 1998 et par la loi n°99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1962

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des

ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel en date du 16 février 2008 chargeant Monsieur Claude ROQUE de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008 ;

VU le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par le Préfet ;

VU l'arrêté préfectoral n° OSD 0801 du 7 mai 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude ROQUE chargé de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008 ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : En application de l'arrêté préfectoral n° OSD 0801 du 7 mai 2008 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim, subdélégation est donnée à l'effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception, aux agents suivants :

- Monsieur Christian ESTIENNE, directeur-adjoint
- Monsieur Christian HALLINGER, directeur-adjoint

Art. 2 : En cas d'empêchement ou d'absence du soussigné et de Messieurs Christian ESTIENNE et Christian HALLINGER, et compte tenu de l'urgence et dans l'intérêt des usagers, cette subdélégation est également donnée aux agents suivants :

- Madame Martine BOUBAGRA, inspectrice du travail,
- Madame Angélique ALBERTI, inspectrice du travail,
- Monsieur Mickaël MAROT, inspecteur du travail,
- Monsieur Alain JADELOT, inspecteur du travail,
- Madame Marieke FIDRY, inspectrice du travail,
- Madame Anne SCHWOERER-GAESTEL, inspectrice du travail,
- Madame Carine OSTER, inspectrice du travail,
- Monsieur François MANNEVILLE, chargé de mission

Art. 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

Art. 4 : Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim soussigné, Mesdames Martine BOUBAGRA, Angélique ALBERTI, Marieke FIDRY, Anne SCHWOERER-GAESTEL, Carine OSTER et Messieurs Christian HALLINGER, Christian ESTIENNE, Mickaël MAROT, Alain JADELOT, François MANNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Vandoeuvre, le 20 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental du travail,  
de l'emploi et de la formation professionnelle, par intérim,  
Claude ROQUE

**Direction départementale des services d'incendie et de secours**

**Arrêté n° 08/994 du 19 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. le Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle**

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU les articles L 1424-24 et suivants et R 1424-24 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU la Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la république en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie,

VU l'arrêté ministériel en date du 6 avril 1988 nommant le Chef de Bataillon Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1988,

VU l'arrêté préfectoral n° 98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> mars 1998,

VU l'arrêté DDSIS 07-834 portant promotion d'échelon au Colonel Jean Jacques HORB, officier de sapeurs-pompiers professionnels au corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> juin 2007,

VU l'arrêté préfectoral n° 2008/BMSSE.19 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature au Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle,

VU la circulaire n° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets,

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2008/BMSSE.19 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature au Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à :

- Colonel Jean Jacques HORB, directeur départemental adjoint.

**Art. 2** : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 19 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,  
Colonel Bernard MODERE

## Direction départementale de la police aux frontières

### Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières

Le directeur départemental

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU l'arrêté ministériel 902 en date du 30 juillet 1993 nommant M. Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1993

VU l'arrêté préfectoral n° 08/BMSSE.20 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

VU l'arrêté ministériel, n° 0380 en date du 15 avril 1985, nommant Monsieur Miguel FABBRI à la PAF de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté en date du 14 mai 2004, du Procureur général près la cour d'appel de Nancy, habilitant M. Miguel FABBRI, commandant de police, à exercer les attributions attachées à la fonction d'officier de police judiciaire sur les ressorts des Cours d'Appel de Nancy, Metz, Reims, Colmar, Besançon, Dijon, Bourges (département de la Nièvre) et Paris (département de l'Yonne), incluant le département de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.20 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental adjoint

**Art. 2** : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la police aux frontières, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Mont-St-Martin, le 20 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de la police aux frontières,  
Jacques SCHIELE

## Direction départementale de la sécurité publique

### Arrêté du 22 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique

Le directeur départemental

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU l'arrêté ministériel en date du 6 août 2003 nommant M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique.

VU l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.33 du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.33 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

CSP NANCY

ALENDE Thierry  
DELAITRE Emily  
MOSER Suzanne  
DERAY Charles  
DREYER Thierry  
KLEIN Hervé  
MAQUINGHEN Eric

Commissaire Divisionnaire  
Commissaire de Police  
Commissaire de Police  
Commandant de Police  
Commandant de Police  
Commandant de Police  
Commandant de Police

MESSAIN Etienne  
NOEL Gérard  
ROLLIN Patrick  
BRESCHIANI Pascal  
COTE Emmanuel  
CRESPO Jean-Louis  
EXPOSTA Patrick  
GAUZAIL Olivier  
GRIMONT Benoît  
HOUOT Stéphane  
IMBERT Francis  
KOEHLER Sandrine  
LAPREVOTTE Eric  
LUTHI Michel  
PERRY Jean-Michel  
ROMENS Claude  
SCHULLER Philippe  
TONI Isabelle  
ZOGALL Christian  
LAMBERT Aurélie  
OLIVIER Arnaud  
TURPIN Chantal

CSP DOMBASLE

HERLEM Philippe  
VOGEIN Emmanuel  
FELTEN Cyrille

CSP LUNEVILLE

PITOLLET Gilles  
AMBROISE Frédéric  
CAMUS Joël  
SCHMITT Nicolas

CSP PONT A MOUSSON

FLORENTIN Michel  
LOUIS Eric  
TISSERANT Jean-Luc  
VAZ Marcelin

CSP TOUL

BAROT Michel  
KOUHLANSKY Christophe  
ALONCLE David

CSP LONGWY

MOURONVILLE Philippe  
RENGSHAUSEN André  
DAUTEL Jean-Charles  
WUNSCH Thierry  
AZARD Cécile  
LAMOTHE Céline  
DEMASSEY Delphine

CSP BRIEY-JOEUF

KOWALSKI Daniel  
ESCOLANO Robert  
VIT Philippe  
PROUVE Robert

CSP CONFLANS-JARNY

BICH Laurent  
AUDOINE Nancy

CSP VILLERUPT

DAUPHIN Bruno  
GOUDOT Xavier  
CREMER Pierre

**Art. 2** : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 22 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de la sécurité publique,  
Michel PONSARD-CHAREYRE

## Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle

### Arrêté SUBDEL/01-2008 du 19 mai 2008 portant subdélégation de signature

Le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 1999 nommant Monsieur Raymond AUBRY directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1999, et l'arrêté du 03 avril 2007 renouvelant le détachement de Monsieur Raymond AUBRY du 1<sup>er</sup> septembre 2007 au 11 juin 2008 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 1999 portant nomination de Monsieur Bernard FUSS directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 13 septembre 1999, et l'arrêté du 03 avril 2007

renouvelant le détachement de Monsieur Bernard FUSS du 1er septembre 2007 au 31 août 2008 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 25 juillet 2000 affectant Monsieur Jean-Louis LAMARRE en qualité d'inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 7 août 2002 affectant Monsieur Christophe REB en qualité d'attaché d'administration scolaire et universitaire à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2002 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2002 affectant Monsieur Olivier Ferré en qualité d'inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1er novembre 2002 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 9 août 2004 affectant Monsieur Yvon LAURANS en qualité d'inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2004 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 31 mai 2006 affectant Monsieur Christophe SONREL en qualité d'attaché d'administration scolaire et universitaire à la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1er septembre 2006 ;

Vu l'arrêté 08.BMSSE.40 du 06 mai 2008 de Monsieur le préfet de la Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur Raymond AUBRY,

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Raymond AUBRY, la délégation de signature qui lui est consentie par l'arrêté 08.BMSSE.40 du 06 mai 2008 de Monsieur le préfet de la Meurthe-et-Moselle sera exercée par Messieurs Bernard FUSS, Jean-Louis LAMARRE, Olivier FERRE, Yvon LAURANS, Christophe SONREL et Christophe REB.

**Art. 2 :** Le présent arrêté sera notifié à Messieurs Bernard FUSS, Jean-Louis LAMARRE, Olivier FERRE, Yvon LAURANS, Christophe SONREL, Christophe REB, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Saint-Max, le 19 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports  
de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle,  
Raymond AUBRY

#### Inspection académique de Meurthe-et-Moselle

#### Arrêté du 22 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur d'académie, directeur des service départementaux de Meurthe-et-Moselle

L'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu le décret du président de la République du 20 décembre 2004 nommant M. Claude BISSON-VAIVRE dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 06 mai 2008 portant délégation de signature à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2003, mutant, à compter du 1er septembre 2003 Monsieur Jean-Luc STRUGAREK, Inspecteur de l'Education Nationale, à l'Inspection Académique de Meurthe-et-Moselle

Vu le décret du président de la République du 27 septembre 2006 nommant M. Francis MORLET dans l'emploi d'inspecteur d'académie adjoint de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2007 nommant M Michel CLEMENS, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral date du 06 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Francis MORLET, Inspecteur d'Académie, adjoint à l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale
- Jean-Luc STRUGAREK, Inspecteur de l'Education Nationale, adjoint à l'Inspecteur d'Académie pour le 1<sup>er</sup> degré
- Michel CLEMENS, Secrétaire Général d'administration scolaire et universitaire

**Art. 2 :** Le préfet de Meurthe-et-Moselle et Monsieur Claude BISSON-VAIVRE Inspecteur d'Académie Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 22 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,  
L'inspecteur d'académie, D.S.D.E.N. de Meurthe-et-Moselle,  
Claude BISSON-VAIVRE

#### Service de la navigation du Nord-Est

#### Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative à l'administration générale

Le chef du service de la navigation du Nord-Est

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.38 du 6 mai 2008 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'administration générale accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle.

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.38 du 6 mai 2008 susvisé est exercée dans la limite de ses attributions par M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-est.

**Art. 2 :** Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement :

Police de l'eau et des milieux aquatiques :

- Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple)
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition ;
- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation ;
- Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner ;
- Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles ;
- Délits de pêche :
  - . Proposition de transaction auprès du procureur de la République ;
  - . Transmission des procès-verbaux au procureur de la République ;
- Interdiction temporaire de la pêche ;
- Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.421-38-14 du Code de l'urbanisme) ;
- Représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.

**Art. 3 :** Les compétences suivantes sont subdélégées à M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation :

Règlements de police et de navigation :

- Règlements particuliers de police ;
- Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure ;
- Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure ;
- Circulation sur les chemins de halage, autorisations et interdictions ;
- Contravention à la police de la navigation :
  - . instruction des procès-verbaux ;
  - . transmission au Procureur de la République des procès-verbaux ;
  - . représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.

**Art. 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 20 mai 2008 Le chef du service navigation du Nord-Est,  
Jean-Philippe MORETAU

#### Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie

Le chef du service de la navigation du Nord-Est

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.39 du 6 mai 2008 portant délégation de signature de

M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'avis à la batellerie accordé par M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint au Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. Dominique BOURDELON, secrétaire général,
- M. Xavier MANGIN, adjoint au secrétaire général,
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement prospectives, gestion et financement

- M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,  
 - Mme Gabrielle HEMBERGER, responsable de l'unité exploitation et réglementation,  
 - M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,  
 - M. Daniel BALLY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,  
 - M. Philippe LEFRANC, responsable de l'arrondissement eau et environnement,  
 - M. Michel COURTEAU, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,  
 - Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe au responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,  
 - M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de la subdivision de Toul,  
 - M. Jean-Yves HELLE, adjoint au responsable de la subdivision de Toul,  
 - M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de la subdivision de Pont-à-Mousson,  
 - M. Luc VUIDART, adjoint au responsable de la subdivision de Pont-à-Mousson,  
 - M. Daniel TABUTIAUX, responsable de la subdivision de Nancy,  
 - M. Daniel MARTIN, adjoint au responsable de la subdivision de Nancy,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 20 mai 2008 Le chef du service navigation du Nord-Est,

Jean-Philippe MORETAU

Le tableau joint au présent arrêté concernant les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle est consultable au service navigation du Nord-Est, 28 boulevard Albert 1<sup>er</sup> - 54000 Nancy.

### Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

#### Arrêté du 26 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

VU le code général de la propriété des personnes publiques,  
 VU le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,  
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005,  
 VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets,  
 VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle,  
 VU l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> août 2003 nommant M. Christian BRUNET Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003,  
 VU l'arrêté préfectoral n° 08/BMSSE.29 du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Christian BRUNET, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, il est donné subdélégation de signature à l'effet de signer les décisions, contrats, conclusions, mémoires et d'une façon générale, tous les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

N°	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 <sup>ème</sup> alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R. 95 (2 <sup>ème</sup> alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1 <sup>o</sup> et 2 <sup>o</sup> , R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à	Art. R. 105 du code du domaine de

	certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006 Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006
10	En matière de « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967.  Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

aux agents de la Trésorerie Générale dont les noms suivent :

En ce qui concerne l'ensemble des attributions ( sous les n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10) :

- M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public,  
 - M. Eric PIQUE, Inspecteur Principal,  
 - M. Hervé FRIDRICK, Inspecteur Principal,  
 - M. Marc DERHAN, Trésorier Principal,  
 - Mme Anne-Marie KLEIN, Trésorière Principale,

En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 1, 2, 6, 7 et 9 :

- M. David De BEAUMONT, Inspecteur du Trésor Public, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'Etat et 150 000 euros pour les acquisitions et cessions de l'Etat.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 9 :

- Mme Marie-Paule GRANDEURY, inspectrice des impôts,  
 - Mmes Catherine VIEUX-MELCHIOR, Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Sylviane ROSSIGNOL, Véronique RONCHARD, contrôleuses des impôts,  
 - MM. Stéphane OTTENWAELETER et Raphaël LOGEL, contrôleurs des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 :

- Mmes Antoinette BALANDIER, Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices des impôts ;  
 - MM. Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER et Jean-Marc WARIS, inspecteurs des impôts, et M. Georges ROUSSE, inspecteur du Trésor ;  
 - MM. Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs des impôts ;  
 Sont exclues de cette subdélégation les affaires réservées par la Direction pour des motifs d'opportunité. Ces affaires pourront être signées, en cas d'absence de M. Christian BRUNET par M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public, Mrs Eric PIQUE et Hervé FRIDRICK, inspecteurs principaux et M. Marc DERHAN, Trésorier Principal.

La signature du délégataire sera précédée de la mention « pour le Trésorier-Payeur Général et par délégation ».

**Art. 2 :** Le préfet et le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Trésorier-Payeur Général. Cet arrêté sera affiché dans les locaux de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,  
 Christian BRUNET

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### AUTRES SERVICES

#### Centre hospitalier universitaire de Nancy

#### Avis de concours interne sur titres de cadre de santé du 19 mai 2008 - filière infirmière

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

↳ 10 postes de Cadre de Santé – Filière infirmière au CHU de NANCY

#### I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers

↳ titulaires du diplôme de cadre de santé relevant des corps régis par le décret n°88-1077 du 30 novembre 1988, comptant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours (soit au 01/01/08), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière

↳ titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins 5 ans de service effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière.



Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : Certificat de cadre Infirmier, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, Certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, Certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

## II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,33 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Unité G.P.E. - Service Concours - Bureau n° 18  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034  
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 19 mai 2008

Le directeur des ressources humaines,  
Gérard STARK

## Avis de concours externe sur titres de cadre de santé du 19 mai 2008 - filière infirmière

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours externe sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

↳ 1 poste de Cadre de Santé - Filière infirmière au CHU de NANCY

## I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n°88-1077 du 30 novembre 1988 et du diplôme de cadre de santé, ou certificat équivalent ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : Certificat de cadre Infirmier, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, Certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, Certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

## II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,33 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Unité G.P.E. - Service Concours - Bureau n° 18  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034  
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 19 mai 2008

Le directeur des ressources humaines,  
Gérard STARK

## Avis de concours interne sur titres de cadre de santé du 19 mai 2008 - filière médico-technique

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ↳ 1 poste de Technicien de Laboratoire Cadre de Santé
- ↳ 1 poste de Préparateur en Pharmacie Hospitalière Cadre de Santé
- ↳ 1 poste de Manipulateur d'Électroradiologie Médicale Cadre de Santé

## I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

- ① Aux fonctionnaires hospitaliers
  - titulaires du diplôme de cadre de santé relevant des corps régis par le décret n°89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989, comptant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours (soit au 01/01/08), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,
- ② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière
  - titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins 5 ans de service effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : Certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale, Certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie, Certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale.

## II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,33 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Unité G.P.E. - Service Concours - Bureau n° 18  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034  
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 19 mai 2008

Le directeur des ressources humaines,  
Gérard STARK

## Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

## Avis de recrutement du 21 mai 2008 par inscription sur liste d'aptitude d'un adjoint administratif hospitalier de deuxième classe

Références :

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Vu la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière, Vu le décret n°90.839 du 21 septembre 1990 modifié portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 2007-1184 du 3 août 2007 modifiant le décret sus visé, Vu la circulaire du 31 octobre 1990 relative à l'application du décret n° 90.839 du 21 septembre 1990,

Vu la vacance de poste à l'issue de la procédure de publication,

Un poste d'Adjoint Administratif Hospitalier de 2<sup>ème</sup> classe au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert par voie d'inscription sur liste d'aptitude.

## I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

- Peuvent être inscrits, les candidats, sans condition de titres ou de diplômes, sélectionnés par une commission composée d'au moins trois membres dont un au moins est extérieur à l'établissement au terme d'un examen de leur dossier ;

- Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

## II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à cette liste d'aptitude doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur par intérim du Centre Hospitalier  
3, rue du Jeu de Paume  
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre, incluant les formations suivies et les emplois occupés, en précisant la durée,
- De la copie des diplômes ou certificats, s'il y a lieu,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception

OU

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

## III - SELECTION DES CANDIDATS

Seuls seront convoqués à un entretien, les candidats préalablement retenus par la commission.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi :  
délai d'un mois à compter de la publication de cet avis  
au Recueil des Actes Administratifs.

Saint-Nicolas-de-Port, le 21 mai 2008

Pour le directeur par intérim et par délégation,  
Le directeur adjoint,  
B. BLAISON

